

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/R/19

25 août 1999

(99-3527)

Comité de l'agriculture

RAPPORT SUCCINCT DE LA RÉUNION DES 24 ET 25 JUIN 1999

Note du Secrétariat

1. Le Comité de l'agriculture a tenu sa dix-neuvième réunion les 24 et 25 juin 1999, sous la présidence de M. l'Ambassadeur Nestor Osorio Londoño (Colombie). L'ordre du jour de la réunion indiqué dans l'aérogramme WTO/AIR/1111 a été adopté.

Première partie: Le processus d'examen

Questions intéressant la mise en œuvre des engagements qui s'inscrivent dans le cadre du programme de réforme (article 18:6 de l'Accord)

a) Canada: Trinité-et-Tobago – Modalités d'accès appliquées à la viande de porc

2. Le Canada a demandé des éclaircissements écrits sur les modalités d'accès appliquées aux produits du porc, y compris le droit de douane et les autres droits et impositions actuellement appliqués et toute autre prescription administrative. La Trinité-et-Tobago a répondu par écrit que, pour autant qu'elle pouvait le déterminer, les importations de produits du porc en provenance du Canada n'avaient pas subi de retards quant à la délivrance des permis requis. Tout en proposant l'ouverture de consultations avec le Canada, elle a demandé que les questions à venir soient plus spécifiques pour qu'elle puisse y répondre de manière plus précise.

b) Canada: États-Unis – Plans de commercialisation du lait dans l'État de Californie

3. Le Canada a demandé si la notification des subventions à l'exportation présentée par les États-Unis (G/AG/N/USA/12) incluait les exportations de certains produits laitiers fabriqués en Californie. Les États-Unis ont répondu que les exportations faites par la Californie au titre de son programme de commercialisation du lait n'étaient pas incluses dans la notification. Sans pouvoir donner de détails sur les quantités exportées ni sur la valeur des subventions versées, ils ont indiqué que les volumes exportés étaient généralement assez faibles et se sont engagés à examiner cette question et à communiquer des détails dès que possible.

c) Canada: Australie – Politique en matière de prix du lait dans l'État de Victoria

4. Le Canada a demandé à l'Australie de confirmer que la Direction de l'industrie laitière du Victoria fixait des prix plus bas pour le lait à transformer en certains produits destinés à l'exportation que pour le lait à transformer dans les mêmes produits destinés au marché australien.

5. L'Australie a confirmé que la Direction de l'industrie laitière du Victoria avait un arrangement aux termes duquel les exportations de lait pasteurisé, de lait pasteurisé à ultra haute température et de lait stérilisé étaient effectivement subventionnées. Du fait de cet arrangement, le lait à transformer en produits destinés à l'exportation était vendu moins cher que le lait à transformer dans les mêmes produits destinés au marché australien. Cet arrangement n'avait pas été porté précédemment à

l'attention du gouvernement du Commonwealth, de sorte qu'il ne figurait pas dans les notifications relatives aux subventions. L'Australie veillerait à ce que tout produit exporté au titre de cet arrangement figure désormais dans les notifications relatives aux subventions à l'exportation. Selon une analyse préliminaire, les quantités exportées à ce titre étaient minimes et bien en deçà de l'engagement contracté par l'Australie en matière de réduction des subventions à l'exportation pour les "autres produits laitiers". Le gouvernement australien était en train d'étudier des propositions de déréglementation du marché du lait (à boire) en Australie. La déréglementation consisterait à supprimer tous les contrôles imposés par les États, y compris l'arrangement en matière de prix porté à l'attention du Comité par le Canada.

6. Les Philippines et la Suisse ont fait observer que toutes les mesures existant au niveau subfédéral devaient être notifiées et que les gouvernements nationaux devaient veiller à ce qu'elles soient conformes aux engagements.

d) Nouvelle-Zélande: Venezuela – Droits appliqués au lait en poudre

7. La Nouvelle-Zélande a demandé au Venezuela de confirmer que l'application du système de fourchettes de prix de la Communauté andine au lait entier en poudre n'entraînerait pas de rupture de ses engagements. Le Venezuela s'est engagé à étudier cette question, en indiquant qu'il y avait eu des retards en raison de l'adoption d'une nouvelle législation douanière.

e) États-Unis: Chili – Consolidations tarifaires pour les marchandises visées par le système de fourchettes de prix

8. Les États-Unis ont estimé que l'application du système chilien de fourchettes de prix avait porté les droits de douane au-delà des niveaux consolidés par le Chili. Le représentant des États-Unis a demandé des détails sur les mesures que le Chili était en train de prendre pour mettre ses droits en conformité avec les engagements qu'il avait contractés à l'OMC.

9. Le représentant du Chili a répondu que la faiblesse des prix sur les marchés internationaux associée au bas niveau des droits de douane chiliens et à l'absence de subventions avait eu de lourdes conséquences sur les producteurs nationaux. Le système de fourchettes de prix visait à atténuer l'effet des fluctuations des prix internationaux sur le marché intérieur grâce à l'application du prix antérieur moyen, ce qui, en situation normale, ne devrait pas entraîner de rupture des engagements. Toutefois, en raison de la chute des prix enregistrée depuis peu, le droit effectivement appliqué était, dans certains cas, supérieur au taux consolidé. Le Chili a cependant affirmé que cela ne devrait pas avoir de conséquences sur les échanges, car la demande était assez stable quel que soit le prix.

10. Le Chili avait engagé une série de consultations avec tous les pays intéressés, dont les États-Unis, afin d'expliquer et de faire accepter cette situation transitoire. Il s'est engagé à revenir sur cette question si elle n'était pas réglée prochainement.

11. Tout en constatant que le Chili se trouvait face à des circonstances difficiles, les États-Unis l'ont vivement invité à respecter ses obligations. Les Communautés européennes ont fait observer qu'il aurait pu prendre d'autres mesures compatibles avec les règles de l'OMC.

f) États-Unis: Jamaïque – Réglementation en matière de licences d'importation

12. Les États-Unis ont demandé à la Jamaïque de confirmer la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation en matière d'importation, qui limitait la délivrance des permis d'importation pour divers produits destinés aux hôtels, aux sociétés de restauration rapide et aux transformateurs. La Jamaïque s'est engagée à fournir une réponse écrite dans les plus brefs délais.

- g) États-Unis: Venezuela – Contingent tarifaire pour la viande de porc et restrictions liées aux licences d'importation

13. Les États-Unis ont demandé des éclaircissements au sujet des procédures vénézuéliennes d'importation de viande de porc, notamment les licences exigées pour les quantités supérieures au volume des contingents. Ils ont en outre souhaité des précisions sur les nouvelles mesures relatives à la viande bovine et aux produits horticoles et ont demandé si elles avaient été notifiées au Comité de l'agriculture.

14. Le représentant du Venezuela a signalé que son pays avait actuellement des consultations à Caracas, tout en arguant que les importations étaient supérieures aux niveaux des contingents et qu'aucune autre restriction ne s'appliquait. Le représentant des États-Unis a déclaré que son pays garderait cette question à l'étude, car il avait reçu des informations selon lesquelles les licences étaient difficiles à obtenir. Le représentant des Communautés européennes a demandé des renseignements complémentaires, tandis que le Canada s'est dit intéressé par cette question.

Examen des notifications

15. Conformément à l'ordre du jour, le Comité a examiné les notifications ci-après:

- i) notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1): Guatemala (G/AG/N/GTM/16), Hongrie (G/AG/N/HUN/18), Lettonie (G/AG/N/LVA/1), Thaïlande (G/AG/N/THA/30 et G/AG/N/THA/34) et Venezuela (G/AG/N/VEN/11);
- ii) notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2): Canada (G/AG/N/CAN/27), Colombie (G/AG/N/COL/18 et G/AG/N/COL/10/Rev.1/Corr.1), Guatemala (G/AG/N/GTM/13), Hongrie (G/AG/N/HUN/17), Israël (G/AG/N/ISR/11), Nouvelle-Zélande (G/AG/N/NZL/19), Slovénie (G/AG/N/SVN/11) et Venezuela (G/AG/N/VEN/12);
- iii) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Canada (G/AG/N/CAN/28), Colombie (G/AG/N/COL/17), Équateur (G/AG/N/ECU/6), États-Unis (G/AG/N/USA/24 et G/AG/N/USA/26), Guatemala (G/AG/N/GTM/14), Hongrie (G/AG/N/HUN/19), Israël (G/AG/N/ISR/10), Japon (G/AG/N/JPN/35, G/AG/N/JPN/37 et G/AG/N/JPN/38), Suisse (G/AG/N/CHE/18 et G/AG/N/CHE/19), Thaïlande (G/AG/N/THA/31) et Venezuela (G/AG/N/VEN/13);
- iv) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1): Brésil (G/AG/N/BRA/13), Communautés européennes (G/AG/N/EEC/16), Égypte (G/AG/N/EGY/1), Guatemala (G/AG/N/GTM/11), Honduras (G/AG/N/HND/4 et G/AG/N/HND/6), Israël (G/AG/N/ISR/12), Mexique (G/AG/N/MEX/5), Norvège (G/AG/N/NOR/22), Sri Lanka (G/AG/N/LKA/2), Thaïlande (G/AG/N/THA/29) et Turquie (G/AG/N/TUR/6, G/AG/N/TUR/6/Corr.1 et G/AG/N/TUR/8);
- v) notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2): États-Unis (G/AG/N/USA/25) et Suisse (G/AG/N/CHE/20);
- vi) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Argentine (G/AG/N/ARG/8), Australie

(G/AG/N/AUS/24), Brésil (G/AG/N/BRA/14), Colombie (G/AG/N/COL/11, G/AG/N/COL/12, G/AG/N/COL/13, G/AG/N/COL/14, G/AG/N/COL/15 et G/AG/N/COL/16), Égypte (G/AG/N/EGY/2), Équateur (G/AG/N/ECU/7), Guatemala (G/AG/N/GTM/12 et G/AG/N/GTM/15), Japon (G/AG/N/JPN/36), Mongolie (G/AG/N/MNG/3), Pakistan (G/AG/N/PAK/7), Qatar (G/AG/N/QAT/2), Sri Lanka (G/AG/N/LKA/1), Thaïlande (G/AG/N/THA/32 et G/AG/N/THA/33), Turquie (G/AG/N/TUR/9) et Venezuela (G/AG/N/VEN/15).

16. À propos des points concernant des notifications soulevés aux réunions précédentes dont l'examen avait été poursuivi au plan bilatéral (première partie, point C de l'ordre du jour), le représentant du Canada a informé le Comité que son pays avait soumis de nouvelles questions aux États-Unis et aux Communautés européennes au sujet de leurs notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2). Au sujet des notifications G/AG/N/EEC/8 et G/AG/N/EEC/13, le Canada avait demandé aux Communautés européennes quel était le volume des importations effectuées aux taux NPF et à des taux préférentiels pour chacun de leurs contingents tarifaires et quels étaient les droits appliqués dans chaque cas. À propos de la notification G/AG/N/USA/23, le Canada a demandé aux États-Unis des détails sur le volume des importations effectuées aux taux NPF et aux taux préférentiels pour ses contingents tarifaires relatifs à la viande de bœuf, aux produits laitiers, aux arachides et produits à base d'arachides, au sucre et aux produits contenant du sucre, ainsi que les taux effectivement appliqués dans chaque cas.

17. Le Comité a procédé à un examen préliminaire des notifications ci-après, qui seront également examinées à la prochaine réunion conformément au paragraphe 9 de ses procédures de travail:

- i) notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5): Hongrie (G/AG/N/HUN/20);
- ii) notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3): Suisse (G/AG/N/CHE/24 et Corr.1).

18. Le Comité a noté qu'aucune contre-notification n'avait été reçue au titre de l'article 18:7 de l'Accord.

Autres questions relatives au processus d'examen

a) Réponses non fournies concernant les questions soulevées dans le cadre du processus d'examen

19. Les réponses non fournies concernant les questions soulevées aux réunions précédentes sont résumées dans la partie II de l'annexe au présent rapport.

b) Notifications tardives

20. Le Président a appelé l'attention du Comité sur le document de séance daté du 24 juin 1999, distribué par le Secrétariat, qui faisait le point sur le respect des obligations en matière de notification au Comité.

21. Les États-Unis ont fait observer que le Canada n'avait pas encore remis sa notification du soutien interne pour 1996 et que les Communautés européennes n'avaient pas encore remis leur notification des subventions à l'exportation pour 1996. Le Canada et les CE ont déclaré qu'ils remettraient leur notification prochainement.

c) Questions concernant les notifications

22. Le Comité a examiné en séance informelle le document rédigé par le Secrétariat sur les questions concernant les notifications (G/AG/W/45).

Deuxième partie: Autres questions relevant de la compétence du Comité

Note du Secrétariat relative à la mise en œuvre de la Décision ministérielle de Marrakech

23. La note G/AG/W/42 du Secrétariat, datée du 10 février 1999, a été rédigée pour répondre à la demande formulée durant la réunion tenue par le Comité en novembre 1998. Après un examen préliminaire au cours de la réunion du mois de mars, les Membres ont pu procéder à un examen de fond lors de la réunion en cours.

Réexamen de la liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

24. Le Président a fait observer qu'au paragraphe 3 du document G/AG/3, il était dit que la liste des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires aux fins de la Décision ministérielle de Marrakech serait réexaminée aux réunions ordinaires que le Comité tiendrait en mars, mais qu'en pratique, le Comité s'était prononcé sur les demandes à mesure que celles-ci avaient été présentées.

25. Le Comité est convenu d'inscrire Cuba sur la liste. La demande de Cuba, présentée le 11 mai, incluait les données statistiques pertinentes requises au paragraphe 2 de la décision du Comité relative à l'établissement de la liste. Le Mexique a dit qu'à son avis, le document G/AG/3 exigeait seulement que, pour être inscrit sur la liste, le pays demandeur fournisse les données justificatives pertinentes et que l'approbation du Comité n'était pas nécessaire. La liste révisée a été publiée le 28 juin 1999 sous la cote G/AG/5/Rev.3.

Processus d'analyse et d'échange de renseignements (processus AER)

Rapport du Président

26. Le Comité a pris acte du rapport ci-après présenté par le Président sur la réunion du processus AER qui s'était tenue peu avant:

- "i) Conformément au paragraphe 36 du document G/AG/R/10, voici mon rapport succinct en qualité de Président de la onzième réunion du processus AER, qui s'est tenue les 23 et 24 juin 1999.
- ii) L'examen des préoccupations autres que d'ordre commercial s'est poursuivi au cours de cette réunion, avec l'examen de fond d'un document de Maurice intitulé "Multifonctionnalité de l'agriculture dans les petits États insulaires en développement" (AIE/51). Ce document traitait des caractéristiques de l'agriculture dans les petits États insulaires en développement et de son rôle dans leur développement économique et social. On y estimait qu'il fallait faire preuve de souplesse quant aux engagements que ces pays devraient prendre et mettre en œuvre, afin qu'ils puissent répondre à leurs préoccupations spécifiques.
- iii) Une fois encore, on a constaté que les questions soulevées dans la catégorie large des préoccupations autres que commerciales étaient différentes selon les pays. Bon nombre de pays en développement avaient tendance à se concentrer sur l'emploi rural, l'atténuation des effets de l'exode rural et l'allègement de la pauvreté. En revanche,

certaines pays développés insistaient plutôt sur des questions telles que le paysage, l'environnement et l'égalité des revenus au niveau national. On a relevé que la sécurité alimentaire intéressait tous les Membres, et en particulier les pays à faible revenu.

- iv) On a reconnu que les petits États insulaires présentaient des caractéristiques particulières et que leurs préoccupations autres que commerciales étaient importantes. On a aussi rappelé que les dispositions en vigueur étaient suffisantes pour y répondre et que le protectionnisme appliqué à des fins autres que commerciales risquerait de réduire les possibilités de développement d'autres pays.
- v) Un certain nombre d'autres documents sur la multifonctionnalité ont été présentés au cours de la réunion et seront examinés sur le fond au cours de la prochaine. Il s'agissait notamment des documents suivants: "La sécurité alimentaire et le rôle de la production agroalimentaire intérieure" (AIE/57), présenté par la Norvège; "Le caractère multifonctionnel de l'agriculture au Japon" (AIE/60) et "Sécurité alimentaire" (AIE/61), présentés par le Japon; et "Le caractère multifonctionnel de l'agriculture, la sécurité alimentaire et autres préoccupations non commerciales" (AIE/64), présenté par les États-Unis.
- vi) Dans leur document intitulé "Article 5: Clause de sauvegarde spéciale pour l'agriculture", les CE ont émis l'opinion que cette disposition avait été conçue pour favoriser la tarification et qu'elle devrait rester en vigueur. Au cours du débat, on a de nouveau entendu les préoccupations exprimées à la réunion du processus AER tenue au mois de novembre en réponse au document de la Nouvelle-Zélande (AIE/20) quant à l'application de l'article 5, tout en constatant que les sauvegardes spéciales n'avaient pas été souvent utilisées. On a fait observer que cette disposition créait effectivement une relative incertitude pour les exportateurs, tout en considérant que les sauvegardes spéciales constituaient un mécanisme utile pour répondre aux préoccupations suscitées par les chutes de prix soudaines ou les hausses brutales des importations.
- vii) Dans leur document intitulé "Questions relatives à l'accès aux marchés" (AIE/54), Cuba, El Salvador, le Honduras, le Nicaragua, le Pakistan et la République dominicaine ont traité des questions relatives à l'accès aux marchés qui préoccupent les pays en développement. Ils ont mis l'accent sur un certain nombre de facteurs qui réduisaient l'accès de ces pays aux marchés et proposé plusieurs moyens d'améliorer la situation.
- viii) Au cours du débat, on a estimé d'une manière générale que le traitement spécial et différencié continuerait de faire partie intégrante des prochaines négociations, même si la nature exacte des dispositions concernées devait être examinée au cours de ces négociations. On a aussi fait remarquer que les dispositions en vigueur relatives au traitement spécial et différencié pourraient répondre dans une certaine mesure aux préoccupations exprimées dans le document.
- ix) Toujours à propos de l'accès aux marchés, les États-Unis ont présenté leur document, intitulé "Niveau élevé des droits contingentaires" (AIE/56), qui exposait succinctement certaines questions relatives aux taux applicables dans les limites des contingents et à la nécessité d'avoir des renseignements sur le rapport entre ces taux et les taux d'utilisation des contingents. Le Canada a aussi souligné, dans son document intitulé "Données nécessaires aux négociations sur l'agriculture" (AIE/55), le besoin d'avoir des renseignements sur les droits applicables dans les limites des contingents.

Il a mentionné les renseignements de diverses sources dont on pouvait disposer et les lacunes qu'ils présentaient. Il a jugé qu'il serait utile pour tous les Membres d'avoir des données complètes et exactes au cours des prochaines négociations.

- x) Au cours du débat sur le document canadien, on a souligné qu'il serait utile d'avoir plus de données, mais que cela ne devait pas retarder le début des négociations. On a aussi fait observer que le fait de respecter entièrement et dans les délais les obligations en matière de notification remédierait dans une certaine mesure aux lacunes touchant les données dont les Membres avaient besoin.
- xi) Dans leur document intitulé "L'Accord sur l'agriculture et le besoin de sécurité juridique" (AIE/53), les CE ont souligné l'importance de la sécurité juridique pour les engagements en cours ainsi que pour ceux qui seraient pris à l'issue des prochaines négociations. Au cours du débat, on a estimé qu'il serait peut-être nécessaire que cette sécurité ait une portée plus large que celle prévue à l'article 13. Des avis divergents ont toutefois été exprimés sur une éventuelle prolongation de la clause de paix et sur une extension de son champ d'application. On a fait observer qu'avant de considérer une clause de modération, il faudrait avoir une idée des engagements futurs. On a aussi jugé qu'il faudrait éviter de compromettre le droit qu'avaient les autres Membres de protéger leurs intérêts commerciaux, tout en estimant que les Membres qui respectaient les engagements contractés au titre de l'Accord sur l'agriculture devaient avoir l'assurance de ne pas être indûment contestés au titre d'autres dispositions de l'OMC.
- xii) On a aussi fait remarquer que la période de mise en œuvre pour les pays en développement allait jusqu'à la fin de 2004, alors que l'article 13 expirait à la fin de 2003.
- xiii) Un certain nombre de documents soumis après le délai de trois semaines précédant la réunion ont aussi été présentés. Ils portaient sur les sujets suivants:
 - poursuite de la réforme (AIE/59, présenté par la Malaisie, le Myanmar, les Philippines et la Thaïlande);
 - conclusions concertées d'une réunion d'experts de la CNUCED sur le commerce des produits agricoles (AIE/58, présenté par l'Uruguay);
 - réglementations à l'exportation (AIE/62, présenté par le Japon);
 - traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement (AIE/63, présenté par Cuba, El Salvador, le Honduras, le Nicaragua, l'Ouganda, le Pakistan, la République dominicaine et Sri Lanka).
- xiv) Le Secrétariat a noté que les documents de base sur le soutien interne (AIE/S2) et les soutiens de la catégorie verte (AIE/S9) avaient été mis à jour. En outre, les versions révisées des documents de base sur les subventions à l'exportation et des documents sur les crédits à l'exportation et les produits présentant un intérêt pour les pays en développement devraient être disponibles pour la prochaine réunion, qui aurait lieu en septembre."

27. À propos du document de base sur le traitement tarifaire des produits présentant un intérêt pour les pays en développement Membres, le Secrétariat a déclaré que les parties concernées de ce document avaient été distribuées aux Membres intéressés et a demandé à ces derniers de vérifier si les

données ne présentaient pas d'erreurs afin qu'il puisse mettre la dernière main à ce document et le distribuer dès que possible. Il a demandé aux Membres de donner leur réponse pour le 9 juillet au plus tard, après quoi il mettrait la dernière main au document et le distribuerait.

Mise en circulation générale des documents de base du Secrétariat de la série AIE/S

28. L'examen de la proposition tendant à mettre en circulation générale les documents de base existants de la série AIE/S s'est poursuivi. À la réunion précédente, cette proposition avait été largement soutenue, sauf par le Mexique. Comme ce dernier n'était toujours pas en mesure de l'approuver, il a été convenu de revenir sur la question à la prochaine réunion.

Autres questions

a) Brésil: Soutien accordé par les États-Unis aux producteurs de fèves de soja

29. Le Brésil s'est dit préoccupé par la mesure de soutien des prix au moyen de prêts appliquée par les États-Unis, qui maintenait les prix à la production des fèves de soja au-dessus des prix du marché mondial, encourageant ainsi une production supérieure alors que les prix mondiaux étaient bas et les stocks élevés. Le représentant du Brésil a constaté que les États-Unis accroissaient en fait leur soutien à ce secteur par rapport aux années précédentes.

30. Les États-Unis ont fait observer que le programme en question existait depuis déjà un certain temps, qu'il figurait dans le calcul de la mesure globale du soutien totale courante et qu'il était conforme à leurs engagements. Les CE se sont associées aux préoccupations du Brésil concernant le niveau de soutien apporté à un secteur spécifique. L'Australie a encouragé les États-Unis et les CE à moins recourir à des mesures de soutien qui déforment les échanges et la production, car celles-ci avaient des effets sur les autres pays.

b) Japon: Tarification du riz

31. Le Japon a expliqué la situation actuelle concernant la tarification du riz. Les arrangements spéciaux relatifs aux importations de riz avaient pris fin le 31 mars; depuis le 1^{er} avril 1999, le Japon n'appliquait que des droits de douane. Le représentant de l'Uruguay a déclaré que son pays avait eu des entretiens bilatéraux avec le Japon et qu'il était encore en train d'en étudier le résultat.

c) Bulgarie, Hongrie, République slovaque, République tchèque et Slovaquie: Rapports sur le processus AER

32. Le représentant de la Hongrie, intervenant au nom de la Bulgarie, de la Hongrie, de la République slovaque, de la République tchèque et de la Slovaquie, s'est dit profondément préoccupé par le passage consacré au document AIE/45 dans le rapport sur la réunion du processus AER tenue en mars. Les pays en question estimaient que le résumé ne rendait compte ni du document ni du débat qui avait eu lieu durant la réunion. Ils ont fait observer que, dans leur document, ils avaient déclaré que les mesures de soutien interne de la catégorie verte et de la catégorie bleue exemptées des engagements de réduction ne convenaient pas aux pays en transition ou ayant achevé leur transition vers l'économie de marché. Ils estimaient qu'il faudrait, lors des prochaines négociations sur l'agriculture, accorder une attention spéciale aux besoins particuliers de ces pays. Le représentant de la Hongrie a ajouté que le résumé du Président ne représentait pas correctement le débat qui avait eu lieu sur ce document car il ne reflétait pas le point de vue des délégations qui avaient approuvé les vues exprimées dans le document AIE/45.

33. Les CE ont souscrit aux propos de la Hongrie, tout en jugeant parfaitement équilibré le résumé présenté au sujet de la réunion du processus AER qui s'était tenue en juin. Le Président a pris

note des préoccupations exprimées par la Bulgarie, la Hongrie, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie.

d) Conclusion du processus AER

34. Comme la prochaine réunion du processus AER serait la dernière, le Président a proposé de présenter, sous sa propre responsabilité, un court rapport de synthèse factuel au Comité sur l'ensemble du processus, en sus du rapport qu'il rédigerait normalement sur la réunion de septembre consacrée au processus. Ce rapport de synthèse porterait simplement sur des questions telles que le nombre de documents informels présentés par les Membres, les notes d'information du Secrétariat, les sujets traités et le nombre de réunions qui avaient eu lieu. Après avoir été examiné par le Comité à sa réunion de septembre, il pourrait être annexé au rapport annuel du Comité au Conseil du commerce des marchandises (voir le paragraphe 37 ci-dessous).

35. La Corée a fait remarquer qu'il faudrait du temps pour examiner les documents de la série AIE qui avaient été présentés mais n'avaient pas été débattus ainsi que ceux qui seraient présentés avant la date limite fixée pour la prochaine réunion et pour examiner le rapport du Président. Prenant note de ce point, le Président a déclaré qu'une version provisoire de son rapport serait mise à la disposition des Membres bien avant la réunion du processus AER, ce qui les aiderait dans leur examen.

36. Les CE et le Japon ont souscrit à la proposition du Président, tout en estimant qu'il faudrait se montrer relativement souple quant à la date limite de présentation des documents AIE. Les États-Unis, le Mexique et l'Australie ont aussi souscrit à cette proposition, tout en suggérant que les documents soient disponibles avant la réunion AER de septembre, afin que les Membres puissent les examiner. Il en a été ainsi convenu.

e) Rapport annuel au Conseil du commerce des marchandises

37. Comme la dernière réunion du Conseil du commerce des marchandises et du Conseil général prévue avant la Conférence ministérielle de Seattle aurait lieu avant la réunion du Comité de l'agriculture en novembre, il a été convenu que le Président établirait à l'intention du Conseil du commerce des marchandises un court rapport factuel que le Comité examinerait à sa réunion de septembre, et que le Président remettrait le rapport au Conseil du commerce des marchandises sous sa responsabilité de Président.

f) Autres questions

38. Le représentant de la FAO a fait une déclaration sur les activités entreprises par la FAO dans le cadre du programme de renforcement des capacités qu'elle mettait en œuvre dans les pays en développement, notamment pour les préparer aux prochaines négociations sur l'agriculture. L'un des éléments de ce programme était la tenue d'une série d'ateliers sur le renforcement des capacités régionales dans les domaines de l'agriculture, des mesures SPS, des OTC et des ADPIC. Un symposium de deux jours consacré au commerce des produits agricoles et à la sécurité alimentaire se tiendrait également à Genève les 23 et 24 septembre. On pourrait trouver des détails à ce sujet sur le site Web de la FAO (www.fao.org). Le Japon a accueilli avec satisfaction l'annonce faite par le représentant de la FAO et a demandé aux autres Membres d'aider celle-ci à assurer le succès du symposium.

Date de la prochaine réunion

39. La prochaine réunion ordinaire du Comité de l'agriculture se tiendra les 29 et 30 septembre 1999. L'aérogramme convoquant cette réunion et contenant l'ordre du jour provisoire sera publié le jeudi 16 septembre 1999.

ANNEXE

	<u>Page</u>
<u>Partie I</u>	
<u>Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses qui y ont été apportées (réunion des 24 et 25 juin 1999)</u>	
i) <u>Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:1):</u> Guatemala (GTM/16); Hongrie (HUN/18); Lettonie (LVA/1); Venezuela (VEN/11)	12
ii) <u>Notifications concernant les importations relevant d'engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau MA:2):</u> Canada (CAN/27); Colombie (COL/18); Guatemala (GTM/13); Hongrie (HUN/17); Israël (ISR/11); Nouvelle-Zélande (NZL/19); Slovénie (SVN/11); Venezuela (VEN/12)	15
iii) <u>Notifications présentées dans le contexte de la sauvegarde spéciale (tableaux MA:3 à MA:5):</u> Japon (JPN/35, JPN/37, JPN/38); Suisse (CHE/18); États-Unis (USA/24)	20
iv) <u>Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de soutien interne (tableau DS:1):</u> Brésil (BRA/13); Communautés européennes (EEC/16); Égypte (EGY/1); Guatemala (GTM/11); Honduras (HND/4 et HUN/6); Israël (ISR/12); Mexique (MEX/5); Norvège (NOR/22); Sri Lanka (LKA/2); Thaïlande (THA/29); Turquie (TUR/6 et Corr.1, TUR/8)	22
v) <u>Notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2):</u> États-Unis (USA/25); Suisse (CHE/20)	43
vi) <u>Notifications présentées dans le contexte des engagements en matière de subventions à l'exportation (tableaux ES:1 à ES:3):</u> Brésil (BRA/14); Colombie (COL/11, COL/12, COL/13 et COL/14, COL/15, COL/16); Pakistan (PAK/7); Sri Lanka (LKA/1); Thaïlande (THA/32); Turquie (TUR/9); Venezuela (VEN/15)	45
<u>Partie II</u>	
<u>Réponses non fournies concernant les questions sur les notifications soulevées aux réunions précédentes</u>	
i) <u>Notifications concernant l'administration des engagements en matière de contingents tarifaires et autres (tableau DS:1):</u> Communautés européennes (EEC/12); Zimbabwe (ZWE/1)	48
ii) <u>Notifications présentées dans le contexte des mesures de soutien nouvelles ou modifiées exemptées de la réduction (tableau DS:2):</u> États-Unis (USA/25)	50
<u>Pièces jointes</u>	
1. G/AG/N/CAN/27 - Volume des importations de volaille et de viande bovine sous contingents tarifaires en 1998	51
2. G/AG/N/CAN/27 - Importations sous contingents tarifaires pour l'année civile 1998	54
3. G/AG/N/GTM/13 - Données relatives aux importations de produits faisant l'objet d'engagements en matière de contingents tarifaires pour l'année civile 1998	56
4. G/AG/N/HUN/17 - Données relatives aux importations de produits faisant l'objet de contingents tarifaires pour l'année civile 1998	57
5. G/AG/N/BRA/13 - Tableau relatif au calcul de <i>minimis</i> , 1997	58
6. G/AG/N/LKA/2 - Ventilation des subventions versées en 1997 au titre de l'article 9:1 d) et e)	59

ANNEXE - Partie I

Examen des notifications effectué par le Comité de l'agriculture à sa réunion des 24 et 25 juin 1999

Résumé des points spécifiques soulevés et des réponses qui y ont été apportées

Notifications selon le tableau MA:1

Guatemala G/AG/N/GTM/16 Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Canada/Nouvelle-Zélande: Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées - Pourquoi un contingent tarifaire a-t-il été ouvert en 1999?	Le Guatemala a adopté cette solution pour compenser par anticipation les perturbations du marché intérieur des produits sensibles dues aux courants commerciaux multilatéraux. Des contingents tarifaires ont été ouverts dans les cas où la branche de production nationale le demandait et dans le cas de la viande des animaux de l'espèce bovine. Le montant du contingent est de 1 595 tonnes, le taux applicable dans les limites du contingent est de zéro et le taux hors contingent est de 30 pour cent <i>ad valorem</i> .
Pourquoi les volumes attribués semestriellement sont-ils inégaux (40 et 60 pour cent)? Quelles sont les possibilités de réattribution au second semestre? <i>Observations additionnelles: Certains Membres ont averti le Guatemala que, si la demande d'importations était forte au second semestre et s'il y avait sous-utilisation au premier, cette pratique reviendrait à réduire les possibilités d'accès au marché offertes par le contingent tarifaire.</i>	Cette méthode d'attribution a été conçue en raison du caractère saisonnier de la production intérieure de viande, qui augmente durant la saison des pluies, de juillet à décembre. Aucune réattribution n'est faite du premier semestre sur le second.
Pourquoi la validité des licences d'importation est-elle limitée à 90 jours?	Pour que les droits d'importation ne soient pas monopolisés et qu'il n'y ait pas de restriction à la disponibilité et à l'accessibilité du contingent.
Nouvelle-Zélande: Maïs jaune – Prière de confirmer que seul un régime tarifaire s'applique. Quel est le droit effectivement appliqué? <i>Note: La section relative au maïs jaune a été omise dans la traduction anglaise du document espagnol original. Le Secrétariat s'est engagé à publier une notification révisée.</i>	Les détails relatifs à l'administration figurent à la page 5 de la notification. Le taux applicable dans les limites du contingent est de 5 pour cent et le taux hors contingent est de 35 pour cent. Le montant du contingent pour 1999 est de 401 820 tonnes.

Hongrie G/AG/N/HUN/18# Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie/Brésil/Canada/Nouvelle-Zélande: Animaux de l'espèce bovine et viandes des animaux de l'espèce bovine; animaux de l'espèce porcine; volailles; bananes, noix de cajou, animaux des espèces ovine ou caprine – Pourquoi le montant maximum par demande, c'est-à-dire le volume maximum qui peut être demandé pour un permis d'importation, a-t-il été réduit?</p> <p><i>Observations additionnelles: Le Canada estime que cette méthode impose aux exportateurs des coûts supplémentaires et une lourde charge administrative. L'Australie considère que ces limites n'offrent pas de possibilités d'exportation viables aux fournisseurs éloignés.</i></p>	<p>Le but est d'assurer un accès équitable et continu aux contingents tarifaires. Les limites actuelles sont déterminées en fonction du volume habituel des expéditions tiré des déclarations douanières et en fonction des observations faites par les importateurs au sujet des conditions du marché. En ce qui concerne les <u>produits carnés</u>, les importateurs ont eux-mêmes demandé la réduction de la quantité maximum fixée pour chaque demande en raison des problèmes financiers causés par la crise économique en Russie. Si les fournisseurs éloignés estiment manquer de possibilités d'exportation viables, c'est plutôt à cause de facteurs tels que la taille du marché intérieur, le montant des contingents tarifaires et les conditions de transport qui obligent à fractionner les gros envois. Dans certains cas, les limites par demande peuvent entraîner des dépenses supplémentaires. Mais, selon la délégation hongroise, il faut apprécier ce supplément par rapport au fait que le contingent ne peut être monopolisé par un seul importateur.</p>
<p>Nouvelle-Zélande: Autres légumes, à l'état frais ou réfrigéré – Pourquoi la quantité maximale a-t-elle été réduite?</p>	<p>Du fait de l'abaissement des droits, le taux NPF effectivement appliqué est désormais inférieur au taux consolidé applicable dans les limites du contingent pour les <u>autres légumes, à l'état frais ou réfrigéré</u>. Ce contingent n'a donc pas été ouvert en 1999. Une notification révisée sera présentée pour tenir compte de cette situation.</p>
<p>Brésil: Noix du Brésil, melons, autres sucres, jus de fruits - Pourquoi les quantités maximales attribuables aux importateurs ont-elles augmenté? Des augmentations du même type sont-elles prévues à l'avenir?</p>	<p>Toute modification qui pourrait être nécessaire est normalement étudiée dans le cadre du réexamen annuel du fonctionnement du mécanisme d'administration des contingents tarifaires.</p>
<p>Australie: Céréales (1001, 1101, 1002, 1003, 1005) et produits laitiers – La Hongrie a-t-elle envisagé d'accroître la quantité maximale autorisée par demande?</p>	<p>Toute modification qui pourrait être nécessaire est normalement étudiée dans le cadre du réexamen annuel du fonctionnement du mécanisme d'administration des contingents tarifaires.</p>
<p>Brésil: Volailles – Les licences sont-elles attribuées sur la base du premier arrivé, premier servi?</p>	<p>Les licences d'importation sont attribuées sur la base du premier arrivé, premier servi pour tous les contingents, y compris ceux relatifs aux volailles.</p>

Lettonie G/AG/N/LVA/1# Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Brésil: Canne à sucre brute – L'attribution du contingent est-elle soumise à des limites quantitatives?	Non, tout importateur peut demander la quantité qui lui convient.
Nouvelle-Zélande: Comment fonctionne le "concours" pour les montants restés disponibles? Quels sont les critères employés pour déterminer le montant des parts?	L'importateur n'a aucune condition spécifique à remplir pour participer au concours. La seule condition est de présenter la documentation requise par le Règlement n° 106. Lorsqu'il examine les demandes, le Conseil du tarif douanier demande au Conseil des douanes des renseignements généraux sur les importations effectuées par les demandeurs et sur le respect des obligations fiscales et autres réglementations et procédures. Puis, chaque demandeur se voit attribuer la quantité demandée, à condition que le volume total du contingent ne soit pas dépassé. Si la quantité demandée ne peut être accordée dans les limites du contingent, les parts sont attribuées au prorata. Le Conseil du tarif douanier peut toutefois décider de modifier les quantités compte tenu des renseignements dont il dispose sur l'utilisation des contingents au cours des années précédentes. Pour les nouveaux venus, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas encore de résultats à l'importation, le Conseil peut décider, par mesure de précaution, d'attribuer une quantité inférieure à celle qui est demandée.

Venezuela G/AG/N/VEN/11# Administration des contingents tarifaires (tableau MA:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Canada: Maïs jaune doré et sorgho – Qu'en est-il des conditions énoncées aux points b) i) a) et b) du document G/AG/N/VEN/6?	Les demandeurs doivent être enregistrés comme importateurs auprès du Ministère de l'agriculture et donner des renseignements sur les importations effectuées au cours des deux dernières années et sur leurs plans de production par gamme de produits. Il faut noter que, pour le maïs jaune, le montant du contingent a été fixé à 583 000 tonnes, mais que 900 000 tonnes environ ont été importées.
Nouvelle-Zélande: Sur quelle base la Commission interministérielle décide-t-elle de proroger les licences?	-

Notifications selon le tableau MA:2

Canada G/AG/N/CAN/27 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Brésil: Viande bovine et volailles – Quel est le volume des importations effectuées dans les limites de chaque contingent sur la base des lignes tarifaires (de six à huit chiffres)?	Voir la pièce jointe n° 1 . On trouvera aussi des renseignements sur l'utilisation des contingents par ligne tarifaire sur la base des licences délivrées sur la page Web de la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation: www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/agric/agric-e.htm
Quel est le traitement préférentiel prévu par l'ALENA?	Toutes les importations de <u>bœuf et de veau</u> effectuées dans les limites du contingent sont admises en franchise de droits, mais les importations en provenance des États-Unis et du Mexique ne sont pas imputées sur le montant du contingent, comme l'indique la Liste du Canada. Les contingents relatifs aux <u>poulets et aux dindons</u> sont administrés globalement. Conformément à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE), les importations en provenance des États-Unis sont désormais admises en franchise. Les dispositions de l'ALE relatives à l'accès aux marchés ont été incorporées ultérieurement à l'ALENA.
Corée: Margarine (1517.10, 90) – Pourquoi le taux d'utilisation est-il bas par rapport aux autres gammes de produits?	Il y a très peu de demandes de licences d'importation car l'industrie canadienne est très compétitive. Le fait que les graines oléagineuses sont admises en franchise de droits diminue peut-être aussi l'incitation à demander une licence pour la margarine. L'administration du contingent n'est pas considérée comme un obstacle au commerce. Les licences sont délivrées sur la base du premier arrivé, premier servi, et toutes les demandes ont été satisfaites depuis l'ouverture du contingent. Le Canada a aussi assoupli progressivement les conditions. Ainsi, la limite de 200 tonnes par demandeur a été portée à 500 tonnes en 1998 pour tenir compte de l'accroissement du volume du contingent et assouplir le régime.
Communautés européennes: Quels sont le volume des importations et les droits effectivement appliqués par ligne tarifaire du SH au titre a) du régime NPF et b) des arrangements commerciaux préférentiels?	Ces renseignements ne peuvent être donnés par numéro du SH pour des raisons pratiques. On donne cependant dans la pièce jointe n° 2 une compilation au niveau de l'engagement en matière de contingents tarifaires pour 1998.
<i>Note: La Hongrie a présenté des questions additionnelles après la date limite prescrite dans les procédures de travail. Le Canada s'est engagé à y répondre ultérieurement.</i>	

Colombie G/AG/N/COL/18 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Thaïlande: Gruaux et semoules de céréales – Pourquoi le montant notifié du contingent est-il égal à zéro alors que le volume notifié des importations effectuées dans les limites du contingent est de 7 760 tonnes?	Le montant du contingent indiqué dans la Liste LXXVI pour ce produit est de 0,01 tonne. Comme les chiffres des notifications ne sont pas formatés pour tenir compte des décimales, c'est un zéro qui apparaît.

Guatemala G/AG/N/GTM/13 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Japon: Farine de froment (blé) ou de méteil - Pourquoi aucune importation n'est-elle enregistrée?	Comme le marché intérieur est suffisamment approvisionné, l'incitation à importer est faible. Toutefois, si le contingent relatif à la farine n'a pas été entièrement attribué à la fin de l'année, l'équivalent blé de la portion inutilisée est ajoutée au contingent relatif au blé, comme le prévoit l'article 2 de l'Accord gouvernemental n° 152-96. La détermination des contingents en question doit répondre aux critères suivants: <i>"a) Le contingent annuel relatif au blé doit être égal à 94 pour cent de la quantité en tonnes métriques obtenue en déduisant de la consommation intérieure prévue de blé la production intérieure de blé estimée pour l'année suivante. Le blé fourrager n'est pas inclus dans cette quantité. b) Le contingent relatif à la farine doit être égal à 6 pour cent de la quantité mentionnée à l'alinéa a) ci-dessus, exprimée en équivalent farine. L'équivalent blé des contingents non utilisés relatifs à la farine sera ajouté au contingent relatif au blé au moment indiqué dans les dispositions complémentaires qui seront publiées dans le cadre de la mise en œuvre de la présente Décision et conformément au facteur de conversion qui y est indiqué."</i>
Comme le taux enregistré au cours des quatre dernières années est faible, le Guatemala a-t-il envisagé d'appliquer un régime ne prévoyant que des droits?	Comme cela est expliqué ci-dessus, les volumes des contingents tarifaires relatifs au blé et à la farine sont calculés ensemble pour stimuler la concurrence dans le secteur de la farine, laquelle est normalement fournie par les producteurs nationaux. Il n'y a donc actuellement aucun intérêt à découpler les deux contingents ou à appliquer un droit faible à la farine.
Canada: Prière de communiquer des données d'importation pour tous les produits contingentés inscrits sur la Liste.	Voir la pièce jointe n° 3 .

Hongrie G/AG/N/HUN/17# Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie/Brésil/Japon/Nouvelle-Zélande/États-Unis: Pourquoi sept contingents seulement sur 67 ont-ils été entièrement utilisés? Prière de répondre en particulier pour les produits suivants:	La Hongrie produit et exporte de façon rentable de nombreux fruits et légumes de la zone tempérée. Les conserveries et les fabriques de jus de fruits transforment surtout les produits nationaux, qui sont peu coûteux. Il n'y a d'importations que hors saison ou en cas de lourdes pertes de production.
Pommes; melons; poires; légumes; jus de fruits;	
bières;	Les brasseries privées ont été rachetées par de grandes multinationales, et la production est devenue très performante, ce qui se traduit par des prix intérieurs faibles et de fortes exportations.
noix du Brésil;	Le volume actuel du contingent a été déterminé en fonction de la consommation intérieure de noix de coco durant la période base, qui dépassait celle de noix de cajou et de noix du Brésil, les deux autres produits relevant de la catégorie 0801 du SH. Le droit NPF pour la noix de coco n'a cependant pas été relevé au-delà du droit applicable dans les limites du contingent, de sorte que les importations de noix de coco ne sont pas imputées sur le contingent. Cela veut dire en fait que les possibilités d'accès au marché se sont améliorées pour les noix du Brésil.

Hongrie G/AG/N/HUN/17# Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
céréales (froment (blé), seigle, orge, maïs);	<p><u>Seigle et orge</u>: utilisés surtout dans l'alimentation des animaux. Depuis l'établissement du contingent (sur la base de la consommation intérieure), le cheptel a fortement diminué (de 50 pour cent dans le cas des porcs). Il y a eu en outre des effets de substitution dus à une offre intérieure abondante de blé et de maïs.</p> <p><u>Froment (blé) et maïs</u>: la production et l'exportation sont favorisées par de bonnes conditions climatiques et par la fertilité du sol, ce qui explique que la Hongrie n'ait jamais importé de grandes quantités de ces produits.</p>
agrumes ;	La Hongrie a comme fournisseurs traditionnels ses partenaires des accords de libre-échange. Les conditions d'accès préférentielles au titre de ces accords s'appliquent à la plupart des produits contingentés.
produits laitiers ;	<p><u>Lait et crème de lait</u>: le contingent a été établi comme engagement d'accès minimum basé sur la consommation intérieure durant la période de base. Depuis, la consommation a baissé de plus de 30 pour cent, et les fabricants de chocolat, qui sont les principaux utilisateurs de lait en poudre, ont remplacé celui-ci par du lactosérum en poudre, qui revient moins cher.</p> <p><u>Crème aigre, yoghourt, kéfir</u>: la plupart des laiteries ont été privatisées et appartiennent désormais à des multinationales (Danone, Parmalat, Avonmore). Les produits de marque sont désormais fabriqués au moyen de lait national bon marché. <u>Fromages</u>: la consommation est centrée sur les produits de marque nationaux peu coûteux.</p>
pommes de terre ;	La production intérieure suffit normalement pour répondre à la demande intérieure à des prix assez bas.
volailles ;	Il s'agit d'un produit d'exportation hongrois très compétitif, qui vient au deuxième rang de l'industrie alimentaire quant aux recettes d'exportation.
sucreries ;	Les taux de droit appliqués à la plupart des produits visés par ce contingent sont inférieurs au taux applicable dans les limites du contingent. Les importations se font au taux NPF et ne sont pas imputées sur le contingent.
tabacs ;	Comme ci-dessus. Les partenaires des accords de libre-échange bénéficient en outre d'importantes possibilités d'accès préférentiel au marché.
vins et champagne .	Les prix intérieurs sont largement inférieurs aux prix d'importation.
Nouvelle-Zélande: prière d'indiquer les taux applicables dans les limites du contingent, les taux NPF et les importations totales pour les produits suivants: animaux de l'espèce bovine et viandes des animaux de l'espèce bovine; lait et crème de lait; crème aigre et yoghourt; kéfir; beurre; fromages et caillebotte; légumes à cosse; pommes de terre.	Voir la pièce jointe n° 4 .

Israël G/AG/N/ISR/11# Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Viandes des animaux de l'espèce bovine; jus d'agrumes – L'administration de ces contingents prévoit-elle la sous-allocation?	Le volume des importations effectuées dans les limites des divers contingents tarifaires a été ventilé pour plus de clarté. Cette méthode n'indique aucune sous-allocation des contingents en question.
Australie/Nouvelle-Zélande: Graisses et huiles alimentaires – Prière d'expliquer la forte baisse des importations.	Un corrigendum sera remis pour modifier les volumes d'importation notifiés pour les années 1995, 1996 et 1997, qui devraient aussi être nuls. Le taux NPF appliqué est égal au taux applicable dans les limites du contingent pour le montant total du contingent.
Nouvelle-Zélande/États-Unis: Autres fromages – Quelle est la raison de la sous-utilisation? Quelle est l'incidence du chevauchement des accords de libre-échange?	Le pays souffre d'une récession depuis trois ans. Sous l'angle du prix, cette catégorie de fromages est considérée comme étant de première qualité, et la demande pour cette catégorie a baissé, y compris sur le marché intérieur. Ce contingent (qui a fait l'objet du traitement spécial prévu à l'annexe 5) a été tarifé en 1998. Tous les contingents tarifaires ont été attribués en 1998, indépendamment des chevauchements avec les accords de libre-échange. Les contingents ouverts dans le cadre de ces accords ont également été sous-utilisés.

Nouvelle-Zélande G/AG/N/NZL/19 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Corée: Pommes fraîches, poires fraîches – Quelles sont les raisons sous-jacentes des faibles taux d'utilisation qui persistent malgré l'application d'un taux de droit nul à toutes les importations? Le régime d'importation actuel sera-t-il maintenu?	Les taux d'utilisation actuels traduisent entièrement les décisions d'importation prises par les négociants sur le marché. Le taux de droit appliqué aux deux produits est nul, aucune limite quantitative n'est fixée et aucune restriction n'est imposée aux particuliers ou aux sociétés qui souhaitent importer ces produits, lesquels sont actuellement importés en provenance d'un certain nombre de pays, dont les États-Unis, la France et le Japon. La Nouvelle-Zélande est l'un des trois plus gros exportateurs de pommes et de poires du monde, et sa production est compétitive presque toute l'année grâce à de nouvelles variétés de pommes et à des techniques d'entreposage modernes. Elle n'envisage pas de modifier son régime actuel.

Slovénie G/AG/N/SVN/11# Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Argentine: Viande de bœuf de qualité supérieure (0201.10, 20, 30 et 0202.10, 20, 30) – Quelles sont les raisons de la sous-utilisation? Quelles sont les méthodes de réattribution?	La sous-utilisation est due au manque d'intérêt commercial des importateurs. Pour les portions non utilisées du contingent, la procédure de réattribution a généralement lieu en septembre de chaque année.
Japon/États-Unis: Maïs et farine de froment – Quelles sont les raisons de la sous-utilisation?	La sous-utilisation est due au manque d'intérêt commercial des importateurs. Toutefois, certaines quantités de maïs et de farine de froment ont été importées de pays voisins dans le cadre d'arrangements préférentiels d'accès au marché.
Nouvelle-Zélande: Comme l'ensemble des contingents tarifaires reste sous-utilisé, la Slovénie envisage-t-elle d'autres méthodes d'administration?	Les appels d'offres sont publiés au Journal officiel au début de chaque année. Une commission composée de représentants des Ministères de l'agriculture et du développement économique attribue des parts aux demandeurs en fonction de critères de sélection établis: taille et type de la société, nombre de salariés, etc. La méthode du premier arrivé, premier servi sera instaurée dans le cadre du programme de pré-adhésion à la CE.

Venezuela G/AG/N/VEN/12 Utilisation des contingents tarifaires (tableau MA:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Orge – Pourquoi les importations ont-elles chuté entre 1996 et 1997?	La demande des consommateurs s'est réduite en raison de la crise économique. Par contre, les importations de malt, produit très substituable au niveau intérieur, ont été élevées.
Canada: Farines de céréales; farine de froment (blé) – Pourquoi les importations sont-elles faibles?	Le Venezuela est un importateur traditionnel de blé, pas de farine de blé.
Nouvelle-Zélande/États-Unis: Produits laitiers – Quelles sont les raisons de la sous-utilisation? Quels sont les taux effectivement appliqués pour les produits suivants: lait et crème de lait, lait entier, beurre et autres matières grasses du lait, et fromages?	Le marché traverse une crise grave. Il n'y a aucune mesure restrictive. Les négociants décident eux-mêmes de l'origine, de la quantité et du moment propice pour toutes les importations. Les expéditions doivent simplement être conformes aux prescriptions sanitaires.
États-Unis: Produits carnés – Quelles sont les raisons de la sous-utilisation?	La demande des consommateurs s'est réduite en raison de la crise économique.
Canada: Viande porcine – Quelles sont les conditions d'accès, y compris le droit effectivement appliqué, les autres droits et impositions et les prescriptions administratives?	<i>Le Venezuela s'est engagé à répondre par écrit.</i>
Japon: Riz – Quelles sont les raisons du faible taux d'utilisation?	Le volume des importations reflète la situation du marché: l'offre intérieure est suffisante pour le marché et il y a même un petit excédent exportable. C'est pour cette raison qu'il n'y a eu que des importations de riz spéciaux (riz sauvage, basmati, etc.).
Australie: Sorgho – Pourquoi le taux d'utilisation reste-t-il bas?	La demande des consommateurs s'est réduite en raison de la crise économique.
Canada: Blé contenant 10 pour cent de grains endommagés; blé – La Liste a-t-elle été officiellement modifiée pour fusionner ces deux contingents tarifaires?	Les deux contingents tarifaires ont été fusionnés et représentent au total 1 314 643 tonnes. Le contingent résultant n'a pas été mis en œuvre, car les conditions d'accès au marché sont meilleures.
Japon: Que signifie la note relative à l'application des contingents?	La note ne concerne que l'administration des contingents pour le sorgho et le maïs jaune doré (voir le tableau MA:1). Il n'y a pas de restrictions quantitatives pour les autres produits contingentés.

Notifications selon les tableaux MA:3 à MA:5

Japon G/AG/N/JPN/35 (tableau MA:4)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Nouvelle-Zélande: Farine de froment (blé) - Quelles sont les modalités de calcul du prix de déclenchement: conversion du prix d'importation du blé en équivalent farine de blé, ajustement en fonction du prix de référence de la mouture pour la période de base et source des données?	Comme il n'y a pas eu d'importations de farine de froment (blé) au cours de la période de base, le prix de déclenchement a été déterminé comme suit: le prix c.a.f. moyen du blé pour la période de base (24,02 yen par kg) a été multiplié par un coefficient de conversion (teneur en blé = 1,4) et ajouté au prix extérieur de la mouture (13 yen par kg). Le coefficient de conversion est tiré de la Liste du Japon, tandis que le prix extérieur de la mouture l'est du rapport des États-Unis <i>Wheat Situation and Outlook Report</i> .
Nouvelle-Zélande: Préparations alimentaires – Prière d'expliquer comment le prix de déclenchement a été déterminé; pourquoi les prix c.a.f. des autres pays durant la période 1986-1988 n'ont-ils pas été utilisés?	Les prix c.a.f. pour la période 1986-1988 ne sont pas connus car la ligne tarifaire qui sert de base à leur détermination n'a été créée que lors de la mise en place du SH en 1988. Le Japon estime qu'en l'occurrence l'utilisation du prix c.a.f. pour 1988 comme base du prix de déclenchement est appropriée et conforme au paragraphe 1 b) de l'article 5.

Japon G/AG/N/JPN/37 (tableau MA:5)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Nouvelle-Zélande: Prière d'indiquer le volume des importations effectuées durant l'année budgétaire 1998 pour chaque produit assujéti à un droit additionnel (que la sauvegarde soit fondée sur le volume ou sur les prix); la MSS fondée sur les prix a-t-elle été appliquée uniquement à la date notifiée pour les préparations alimentaires contenant au moins 30 pour cent de composants naturels du lait et pour la farine de froment (blé) ?	<u>Lait condensé</u> : 51,8 tonnes; <u>inuline</u> : 0. <u>Préparations alimentaires contenant au moins 30 pour cent de composants naturels du lait et farine de froment (blé)</u> : la MSS fondée sur les prix n'a été appliquée qu'aux expéditions dont le prix était inférieur au prix de déclenchement à la date notifiée. Les volumes visés par la SSG ne sont habituellement pas indiqués car les renseignements sur les volumes d'importation déclarés dans chaque cas pourraient être divulgués.

Japon G/AG/N/JPN/38 (tableau MA:4) – Examen préliminaire	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p><i>Les questions suivantes ont été reçues après la date limite.</i></p> <p>Hongrie: Amidon de froment (blé) – Prière d'indiquer les prix c.a.f., le taux de change, le coefficient de conversion et le prix de la mouture pour chaque année de la période de base; prière d'expliquer la méthode de calcul; pourquoi n'a-t-on pas utilisé un prix d'importation représentatif pour la région?</p> <p><i>Observation additionnelle: La Hongrie estime que le Japon aurait dû se référer au prix de la mouture dans les pays exportateurs et non au niveau national, car cette méthode peut gonfler artificiellement le prix de déclenchement.</i></p>	Taux de change: 145,09 yen pour un 1 dollar EU; coefficient de conversion: 2,2. Pour tous les autres points, y compris la méthode de calcul, voir les réponses données ci-dessus au sujet de la notification JPN/35.

Suisse G/AG/N/CHE/18 (tableau MA:4)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada/Nouvelle-Zélande: Viande de porc – Prière d'indiquer la méthode de calcul employée pour déterminer les prix de déclenchement: pays voisins utilisés pour déterminer les prix de gros et existence de valeurs unitaires à l'importation ou à l'exportation pour la période de base; en quoi cette méthode est-elle conforme à l'article 5:1 b)? Pourquoi avoir utilisé la période de base 1988-1990?</p> <p><i>Observation additionnelle: La Nouvelle-Zélande s'est dite préoccupée par l'utilisation de prix de gros à la place de valeurs unitaires à l'importation ou à l'exportation.</i></p>	<p>La Suisse n'avait pas de prix représentatifs à l'exportation ou à l'importation pour la période de base. Elle a donc utilisé les prix de gros sur le marché allemand durant la période de base. Avant 1995, la production de viande de porc répondait aux besoins nationaux, et aucune importation n'a eu lieu durant les périodes 1986-1988 et 1988-1990. Pour les produits carnés, la période de base 1988-1990 a été choisie pour tenir compte du changement de structure du SH96.</p>

États-Unis G/AG/N/USA/24* (tableau MA:4)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada: Pourquoi, dans certains cas, le volume des échanges indiqué comme ayant été assujéti à la MSS est-il supérieur aux importations hors contingent pour la même ligne tarifaire déclarées par le Bureau du recensement du Département du commerce des États-Unis?</p>	<p>Les États-Unis confirment l'exactitude des données notifiées, qui sont tirées des statistiques détaillées de l'Administration douanière. Les données du Bureau du recensement ne tiennent pas toujours compte des modifications mineures parfois apportées par l'Administration douanière à la suite des erreurs de saisie relatives à certains codes du SH, ce qui explique les écarts mineurs constatés.</p>
<p>Canada: Pourquoi aucune importation hors contingent n'est-elle déclarée pour certaines lignes tarifaires, alors qu'une MSS est déclarée à leur sujet?</p>	<p>Voir l'explication donnée ci-dessus au sujet des écarts mineurs.</p>
<p>Canada: Prière d'indiquer dans quelle mesure les prix d'importation ont été inférieurs aux prix de déclenchement par rapport aux seuils indiqués à l'article 5:5 b), c), d) et e).</p>	<p>Aucun renseignement de ce type n'est disponible pour l'instant. Il faudrait procéder à une opération approfondie de décomposition et de mise en tableaux des données.</p>

Notifications selon le tableau DS:1

Brésil G/AG/N/BRA/13# Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
<u>Services de caractère général</u>	
Australie/Corée: " <u>Organisation agraire: réforme agraire</u> " - Comment fonctionne le programme?	C'est seulement en 1995 que la Loi foncière, publiée le 4 novembre 1966, qui comportait un programme de réforme agraire, a pris de l'importance dans la politique gouvernementale, comme l'indique le nombre de familles (287 539) qui se sont installées entre 1995 et 1998. Ce programme consiste à exproprier les terrains qui n'ont pas de fonction sociale, selon la définition de la Constitution, ou qui servent à des cultures illicites. Les propriétaires sont indemnisés au moyen d'obligations de la dette agraire (TDA) pour les terrains et en argent pour les constructions. Les TDA constituent l'élément principal du programme (66,7 pour cent). On formule alors des projets de colonisation et d'implantation en se servant du registre de l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire (INCRA) pour déterminer les "familles sans terre". Cette phase de mise en œuvre représente 13,2 pour cent des dépenses notifiées. Un élément important du programme (17,3 pour cent des dépenses totales) consiste à encourager la fixation des familles installées et à financer leur subsistance initiale et leur structure de production. Ces versements ne sont liés à aucune obligation en matière de production. Les éléments restants sont les suivants: "études et recherche agronomiques", "aide aux syndicats de travailleurs ruraux", "tenue et amélioration du registre rural", "coopération institutionnelle et réenregistrement des biens ruraux".
Les versements sont-ils faits à des producteurs individuels? Les projets de réforme précisent-ils la quantité ou le type de production à réaliser? En quoi le programme est-il conforme aux critères de l'annexe 2?	Le programme, qui a un caractère social, est conforme aux points a) et b) du paragraphe 1 de l'annexe 2. Il n'est lié ni au volume de la production agricole ni à des types de produits. Les crédits individuels accordés aux particuliers qui bénéficient du programme de réforme agraire (PROCERA) et sont liés à la production figurent au tableau DS:2, conformément à l'article 6:2.
<u>Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire</u>	
Hongrie: <i>Ces questions ont été transmises directement par écrit à la délégation brésilienne</i> – Comment fonctionnent les critères d'admissibilité?	Les critères de distribution reposent sur une "carte de la faim" établie par l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), qui détermine les municipalités où les problèmes de faim sont les plus aigus. Pour bénéficier du programme, les municipalités doivent créer des conseils communautaires auxquels des membres de l'opposition doivent obligatoirement participer. C'est le Conseil qui définit les besoins de la municipalité et choisit la population visée. Parmi les bénéficiaires prévus par le programme figurent aussi les communautés autochtones, les récolteurs de caoutchouc de la forêt amazonienne et les personnes sans terre enregistrées qui attendent d'être installées. Les populations touchées par la sécheresse dans le Nord-Est ont également été incluses l'an dernier.

Brésil G/AG/N/BRA/13# Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Quelle est la gamme des produits visés et quel est leur rapport avec les objectifs nutritionnels?	L'aide est fournie grâce à des dons de produits qui constituent un panier alimentaire de base (5 kg de riz, 5 kg de haricots, 5 kg de farine de maïs, 3 kg de pâtes, 2 kg de farine de manioc). Pour les récolteurs de caoutchouc, la farine de manioc est remplacée par 2 kg de sel. Le programme n'a pas pour objet de modifier le régime alimentaire des populations concernées mais de remédier aux carences d'une manière conforme au régime national.
Quelle est l'origine des produits? L'État procède-t-il à des achats?	Ces produits font partie des stocks publics constitués au titre de la politique des prix minimums garantis. Les autres produits nécessaires pour atteindre les objectifs fixés en matière de distribution sont achetés par l'État au moyen d'adjudications. En 1995, plus de 3 millions de paniers ont été distribués. En 1998, plus de 19 millions de paniers ont été distribués au titre du programme ordinaire, et 10 325 726 l'ont été au titre des programmes d'urgence destinés aux personnes touchées par la sécheresse.
Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles	
Australie/Hongrie: " <u>Programme de garantie agricole de l'État</u> " – Prière de confirmer que ce programme se rapporte au paragraphe 8 de l'annexe 2; prière d'indiquer l'ampleur de la participation financière de l'État et les critères d'admissibilité.	Confirmé. Le Programme de garantie de l'activité agricole (PROAGRO) est un programme d'assurance-récoltes contre a) les catastrophes naturelles et leurs conséquences directes et indirectes, b) les maladies ou parasites qui ne font pas l'objet d'une méthode de lutte élargie. Pour en bénéficier, les producteurs doivent respecter les zones agro-écologiques et les périodes recommandées de plantation et payer un droit d'adhésion qui varie selon le type de récolte et les risques encourus. Le programme est conçu pour s'autofinancer. L'État ne participe au moyen de versements prélevés sur le Trésor qu'en cas de catastrophe généralisée entraînant des déficits.
MGS	
Canada/Corée/Nouvelle-Zélande/Thaïlande: Prière de justifier l'allégation de soutien <u>de minimis</u> (MGS par produit et autre que par produit).	Voir la pièce jointe n° 5 .
Nouvelle-Zélande: Orge, noix de cajou, haricots comestibles, avoine – Pourquoi les versements au titre du crédit à la production et à la commercialisation ont-ils augmenté (tableau DS:7)?	Les banques sont libres de prêter aux secteurs qui offrent le meilleur rendement potentiel et présentent des garanties. L'État ne précise pas les formes de crédit (production, commercialisation ou investissement) ni les cultures qui doivent bénéficier du régime de crédit public. <u>Orge</u> : l'accroissement de la production a influencé le volume des crédits offerts pour la commercialisation. La fourniture accrue de matières premières aux brasseries a peut-être encouragé les banques à financer le stock d'orge. <u>Noix de cajou</u> : il a été impossible de déterminer la cause de l'augmentation des versements. Les bons résultats à l'exportation ont certainement incité les banques à financer les stocks. <u>Haricots comestibles</u> : aucune augmentation n'a été constatée. <u>Avoine</u> : les crédits offerts ont effectivement augmenté, mais il faut noter qu'ils étaient très faibles antérieurement. On peut donc considérer le niveau actuel comme "normal". L'accroissement des livraisons d'avoine à certaines grandes entreprises a peut-être encouragé les banques à consentir des prêts dans ce secteur.

Brésil G/AG/N/BRA/13# Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis: Sucre et alcool – Quelle a été la décision prise en avril 1999 par le Conseil interministériel du sucre et de l'alcool (CIMA) quant à la poursuite de l'aide à PROALCOOL? Quels en seront les effets sur le fonctionnement du programme? Et quels en seront les effets sur la production et la transformation de la canne à sucre?	Le Brésil n'a pas poursuivi l'aide en faveur du programme PROALCOOL. Le 13 avril 1999, le CIMA a autorisé PETROBRAS à acheter du carburant à base d'alcool éthylique hydraté pour accroître le stock national de carburant stratégique. Il a déterminé que cet achat devait se faire au moyen d'adjudications et aux prix du marché et a donc procédé ainsi.
Comment fonctionne le programme et quels sont les types d'avantages offerts?	Les objectifs du programme de production et d'utilisation d'alcool comme carburant sont les suivants: réduire la dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur; favoriser le progrès scientifique et technique; encourager l'offre intérieure de carburant d'origine renouvelable provenant de la biomasse; et tirer parti des avantages écologiques offerts par l'utilisation de carburant "propre". Au Brésil, ce produit est utilisé comme additif de l'essence et comme carburant pur pour les moteurs conçus pour fonctionner exclusivement à l'alcool. Le parc automobile brésilien se compose d'environ 13 millions de véhicules, dont 3,8 millions roulent avec un carburant constitué à 100 pour cent d'alcool, et le reste avec un mélange composé de 24 pour cent d'alcool et de 76 pour cent d'essence. Le programme vise à assurer la compétitivité de l'alcool éthylique hydraté comme source de carburant par rapport à l'essence.
L'aide en la matière apparaît-elle dans le soutien par produit pour la canne à sucre? A-t-elle été notifiée à l'OMC?	Le programme n'a pas été notifié à l'OMC, car les dépenses qui s'y rapportent ne constituent pas une mesure interne de soutien aux producteurs de canne à sucre, de sucre et d'alcool. Pour la même raison, ces dépenses n'apparaissent pas dans le soutien par produit pour la canne à sucre.
Des dettes ont-elles été restructurées au profit des producteurs, des sucreries et des raffineries de sucre?	Le gouvernement brésilien n'a pas mis en place de programmes destinés à restructurer ou annuler des dettes contractées par des producteurs, des sucreries ou des raffineries de sucre.
Nouvelle-Zélande: Froment (blé), maïs – Comment fonctionne le PEP?	Le PEP a été mis en œuvre en remplacement du programme de prix minimum pour limiter l'intervention de l'État dans la commercialisation du blé et du maïs (c'est-à-dire les achats de produits). Il encourage les producteurs à recourir aux mécanismes du marché plutôt que de vendre directement à l'État et à commercialiser leurs produits au moment de la récolte. Une prime est offerte par adjudication à ceux qui souhaitent acheter directement aux producteurs une quantité prédéterminée de produits désignés. Elle équivaut en gros à la différence entre le prix minimum et le prix sur le marché intérieur. Le gouvernement estime que le PEP constitue une solution moins coûteuse que le programme d'achat traditionnel (AGF). <u>Dans le cas du froment (blé)</u> , lorsque la production intérieure est inférieure à la consommation, il permet d'éviter la constitution de stocks inutiles et les frais qui en découlent. La part de la production de blé visée par le PEP a été d'environ 24 pour cent. <u>Dans le cas du maïs</u> , le PEP est utilisé de façon plus limitée: 3 pour cent seulement de la production intérieure totale a bénéficié du programme, lequel est surtout concentré dans les régions qui ne disposent pas d'installations publiques suffisantes en matière de stockage et de distribution.

Égypte G/AG/N/EGY/1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
Australie: Pourquoi la valeur de la mesure est-elle identique pour les trois années de notification?	La valeur en question représente le crédit budgétaire alloué chaque année aux programmes ainsi que les dépenses réelles. Ces dépenses ont été fixées de manière à limiter l'intervention de l'État dans ces domaines, conformément à la politique de réduction des subventions pratiquée actuellement par l'Égypte.
États-Unis: " <u>Recherche agricole</u> " – Prière de décrire le programme.	L'Égypte a fixé aux départements de l'agriculture et aux établissements de recherche qui dépendent du gouvernement un budget annuel pour la recherche agricole limité à 85 000 dollars EU.
Australie/États-Unis: " <u>Subvention pour la lutte contre les parasites</u> " – Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement et de confirmer que ce soutien ne comprend pas de versements directs aux producteurs.	L'Égypte a adopté une politique visant à réduire progressivement les subventions pour la lutte contre les parasites. Ces subventions ont été ramenées de 74,5 millions de dollars en 1996 à 35 000 dollars en 1998. Il s'agit de dépenses publiques consacrées aux systèmes d'alerte ainsi qu'à la lutte contre les parasites et à leur éradication. Elles ne comprennent pas de versements directs aux producteurs.
Australie/États-Unis: " <u>Aide en cas de difficultés d'irrigation</u> " – Prière de décrire la mesure, d'indiquer la nature des versements et de confirmer qu'ils ne comprennent pas de redevances d'usage préférentielles.	Un crédit budgétaire fixe est alloué chaque année pour l'entretien et le nettoyage des canaux, barrages et autres installations publiques d'irrigation. Ces dépenses ne concernent pas les installations au niveau des exploitations et ne comprennent pas de subventions aux intrants ou aux frais d'exploitations ni de redevances d'usage préférentielles.
Tableau explicatif DS:2	
États-Unis: Prière de décrire les mesures indiquées.	L'Égypte fournit aux producteurs à faible revenu, par l'intermédiaire des coopératives publiques, des semences et des engrais subventionnés (pour des cultures choisies par les exploitants eux-mêmes). Ces mesures de soutien reposent sur des règles établies par le Ministère de l'agriculture. Il faut en particulier que le revenu annuel de l'exploitant soit inférieur à 750 dollars EU et que les bénéficiaires n'exercent aucune autre activité que l'agriculture.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/16# Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
<u>Services de caractère général</u>	
Japon: " <u>Recherche</u> " – Pourquoi les sommes destinées à ce programme ont-elles augmenté entre 1995/96 et 1996/97?	Pour la première année de notification, les versements destinés à la recherche étaient fusionnés avec les versements destinés à la formation. La Commission a pu les différencier en grande partie en 1996/97.
Brésil/Japon: " <u>Lutte contre les parasites et les maladies</u> " - Pourquoi les sommes destinées à ce programme ont-elles augmenté entre 1995/96 et 1996/97?	L'essentiel de l'augmentation est dû aux mesures de lutte contre l'ESB prises au Royaume-Uni.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/16# Soutien interne (tableau DS:1)	
Japon: " <u>Services de vulgarisation et de consultation</u> " - Quelle est la participation des CE à cette catégorie d'aide, d'autant que c'est la première fois que des dépenses budgétaires sont déclarées?	Le fait que ces versements sont déclarés pour la première fois est dû à une identification et à une discrimination meilleures des éléments appartenant à cette catégorie. L'an dernier, une somme plus élevée a été notifiée au titre des "autres services", qui servaient de catégorie composite de services à caractère général.
États-Unis: " <u>Services de commercialisation et de promotion: aide visant à encourager la création de groupes de producteurs et à alléger les frais généraux de gestion</u> " - Quelles sont les mesures prises par la Commission pour s'assurer que cette aide ne sert pas à des fins non spécifiées, conformément au paragraphe 2 f) de l'annexe 2?	Cette aide ne peut être octroyée que pendant une période limitée pour encourager la création de groupes de producteurs. Elle est répartie sur plusieurs années de façon dégressive et ne peut représenter qu'un certain pourcentage des dépenses de création et d'administration des organisations de producteurs. Les autorités compétentes, tant au niveau national qu'à celui des CE, doivent vérifier que les dépenses déclarées remplissent les conditions requises pour être remboursées et sont conformes à la législation communautaire. Si ce soutien servait à des fins non spécifiées ou à des réductions de prix en faveur des producteurs, cela serait manifestement contraire aux conditions fixées dans le programme.
Brésil/États-Unis: " <u>Services d'infrastructure</u> " – Prière de confirmer que la fourniture de systèmes d'irrigation et d'alimentation en électricité et en eau est conforme aux critères énoncés à l'annexe 2; pourquoi les sommes destinées à ce programme ont-elles augmenté entre 1995/96 et 1996/97?	Les CE confirment que ces dépenses ne comprennent pas la fourniture subventionnée d'installations au niveau des exploitations ni de subventions aux intrants ou aux frais d'exploitation, ni de redevances d'usage préférentielles. L'augmentation des dépenses est due à l'accroissement de la proportion des demandes pour un programme d'infrastructure qui concerne l'Allemagne.
Aide alimentaire intérieure	
Japon: Prière d'indiquer les modalités des politiques nouvellement mises en place pour expliquer l'accroissement des dépenses consacrées au programme.	L'accroissement des dépenses notifiées correspond au poste "distribution de produits agricoles aux personnes démunies".
Soutien du revenu découplé	
Australie/Nouvelle-Zélande/États-Unis: " <u>Aide transitoire au revenu agricole</u> " – En quoi cette aide est-elle conforme aux critères spécifiques énoncés au paragraphe 6 de l'annexe 2? Les bénéficiaires sont-ils tenus d'exercer une activité agricole?	Des réponses détaillées ont été fournies au Secrétariat le 24 septembre 1998. Le programme concerne les aides nationales octroyées conformément au Traité d'adhésion des trois nouveaux États membres durant la période 1995-1999. Un montant négligeable de 4,5 millions d'écus a été accordé aux agriculteurs durant la période de notification 1996/97. Ces versements ne sont pas liés à la production.
Australie/Canada/Nouvelle-Zélande: " <u>Aide agrimonétaire</u> " – En quoi cette aide est-elle conforme aux critères spécifiques énoncés au paragraphe 6 de l'annexe 2, notamment le paragraphe 6 a), qui impose une période de base définie et fixe?	Des réponses détaillées ont été fournies au Secrétariat le 24 septembre 1998. Les États membres peuvent être autorisés à accorder aux agriculteurs une aide compensatoire à des conditions strictement définies lorsque le taux moyen de conversion agricole au cours des 12 mois écoulés est inférieur au taux de conversion agricole des 12 mois précédant cette période. L'aide est basée sur cette référence fixe à la période antérieure et n'est pas liée à la production entreprise après sa mise en place.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/16# Soutien interne (tableau DS:1)	
<u>Programmes de garantie des revenus et programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus</u>	
Australie/Japon/Nouvelle-Zélande: Quelle est la participation des CE à cette catégorie d'aide, d'autant que c'est la première fois que des dépenses budgétaires sont déclarées? Comment fonctionnent les programmes?	Le chiffre notifié précédemment doit être remplacé par zéro, car aucun programme de ce type n'a été mis en œuvre dans la CEE. Les dépenses notifiées correspondent essentiellement à un programme d'exemption fiscale notifié par erreur. <i>Un corrigendum sera remis au Secrétariat.</i>
Canada: De nouveaux règlements sont mentionnés (Règlement du Conseil 1527/95, Règlement de la Commission 2921/95) – Les CE comptent-elles présenter une notification selon le tableau DS:2? Comment fonctionnent ces mesures au regard des critères de l'annexe 2?	La mention de certains règlements doit être mise à jour, ce qui sera fait dans la prochaine notification. La mention des Règlements 950/97 et 951/97 est inexacte et doit être déplacée dans la catégorie "aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement".
<u>Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles</u>	
États-Unis: " <u>Versements compensatoires liés aux conditions climatiques</u> " – Prière d'indiquer les dispositions précises et les modalités de fonctionnement; quelle est la base de détermination des versements (seuil de perte de production)? Ces versements sont-ils subordonnés à la reconnaissance formelle d'une catastrophe naturelle par le gouvernement?	Ces versements servent surtout à indemniser les pertes subies durant le tremblement de terre survenu dans les régions de l'Ombrie et des Marches en Italie. Le reste concerne les dégâts causés par le gel aux fruits et légumes en Italie et l'indemnisation consécutive à la sécheresse en Espagne. Ces versements sont faits après que les autorités compétentes ont formellement reconnu l'existence d'une catastrophe naturelle.
États-Unis: " <u>Rétablissement du potentiel de production agricole</u> " – Prière d'indiquer les dispositions précises et les modalités de fonctionnement; quelle est la base de détermination des versements (seuil de perte de production)? Ces versements sont-ils subordonnés à la reconnaissance formelle d'une catastrophe naturelle par le gouvernement?	
Australie/États-Unis: " <u>Replantation et reconversion des oliveraies touchées par le gel</u> " – Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement; en quoi ces versements sont-ils conformes au paragraphe 8 c), en vertu duquel les paiements doivent être découplés du type de production future.	Cette mesure, qui n'a pas été appliquée concrètement durant la période de notification, a expiré. <i>Un corrigendum sera remis au Secrétariat.</i>
<u>Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes incitant les producteurs à cesser leurs activités</u>	
Brésil/Japon/Nouvelle-Zélande: Pourquoi les sommes destinées à cette catégorie de programmes ont-elles augmenté entre 1995/96 et 1996/97?	Faute de renseignements, les dépenses indiquées pour 1995/96 correspondent uniquement aux contributions versées au niveau communautaire et n'incluent pas les dépenses publiques faites au niveau national. Le montant indiqué pour 1996/97 se rapporte aux dépenses publiques totales. Il doit toutefois être ramené à 656 millions d'écus. Ces corrections étant faites, on ne constate qu'une légère augmentation des dépenses, qui peut être justifiée par un taux supérieur d'application du programme après l'adhésion des nouveaux États membres en 1995 et par l'application de ces nouveaux programmes dans les <i>Länder</i> allemands. <i>Les Communautés européennes se sont engagées à remettre un corrigendum au Secrétariat.</i>
<u>Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen de programmes de retrait de ressources de la production</u>	
Brésil: Pourquoi les sommes destinées à cette catégorie de programmes ont-elles augmenté entre 1995/96 et 1996/97?	Le volume des demandes a été plus élevé en Allemagne.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/16# Soutien interne (tableau DS:1)	
Australie/États-Unis: " <u>Gel des terres</u> " – Prière de confirmer que les versements a) sont faits à condition que les terres soient laissées en jachère pendant au moins trois ans, et b) ne sont pas liés à la production et aux prix résultant de l'utilisation des terres qui restent en production. Les cultures industrielles à des fins non alimentaires sont-elles autorisées sur les terres gelées? En quoi cette aide est-elle conforme aux critères de l'annexe 2?	Il y a deux régimes différents de gel des terres. Le régime notifié au titre de la catégorie verte est un programme qui permet aux agriculteurs d'utiliser leur terre à d'autres fins compte tenu de la situation difficile du marché des produits agricoles. Les terres doivent être gelées pendant au moins cinq ans, et la production de cultures arables ou industrielles est interdite. Le régime qui relève de la politique de cultures arables de 1992 est un régime distinct. La superficie à geler est liée au nombre de demandes d'aide compensatoire. Elle peut servir à des cultures industrielles dans des conditions strictes. Les versements compensatoires relevant de ce régime sont notifiés au titre de la catégorie bleue.
Canada: Un nouveau règlement est mentionné (Règlement du Conseil 950/97) – Les CE comptent-elles présenter une notification selon le tableau DS:2? Comment fonctionne cette mesure au regard des critères de l'annexe 2?	La mention de certains règlements doit être mise à jour, ce qui sera fait dans la prochaine notification.
Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement	
Australie/Canada/États-Unis: Les versements correspondent-ils, pour chaque mesure énumérée, à des désavantages structurels dont l'existence a été démontrée de manière objective et sont-ils limités au montant requis pour compenser ces désavantages?	Les candidats doivent présenter un plan d'investissement indiquant les désavantages subis et la manière dont les investissements envisagés amélioreront leurs structures. Les versements sont limités à une certaine proportion de l'investissement, et une limite supérieure est fixée en matière d'admissibilité. Cette proportion est définie en fonction du type d'investissement nécessaire, de la zone visée et des désavantages structurels concernés. Ceux-ci sont eux-mêmes évalués en fonction de critères objectifs. Par exemple, pour certaines zones moins favorisées, la densité de l'aide est supérieure. Les versements ne sont pas liés au type ou au volume de la production mais seulement au type d'investissement effectué. Ils ne sont pas liés aux prix à la production. Ils revêtent surtout la forme de subventions d'équipement.
États-Unis: " <u>Construction de centres de transformation ...</u> " et " <u>achat de machines et de matériel, d'animaux, de bâtiments et de plantations</u> " – Prière d'indiquer les critères d'admissibilité, la structure et le fonctionnement. En quoi cette aide est-elle conforme aux critères du paragraphe 11, qui ne mentionne que les versements déterminés d'après des critères clairement définis et ne comportant aucune indication du type de produit à produire?	Les activités mentionnées dans cette catégorie de soutien peuvent bénéficier d'une aide dans le cadre du programme destiné à améliorer la transformation et la commercialisation des produits agricoles au titre du Règlement 951/97. Une réponse détaillée concernant ce programme a été donnée l'an dernier.
Australie/Canada: " <u>Aide aux jeunes exploitants</u> " – En quoi cette aide est-elle conforme aux critères du paragraphe 11? Quelle est la nature des "désavantages structurels dont l'existence [a] été démontrée de manière objective"? Quelle est la période de base utilisée?	Les aides à l'investissement accordées aux jeunes exploitants (notamment au titre du Règlement 950/97) sont destinées à faciliter l'ajustement structurel des exploitations après la première installation. Les désavantages structurels qui justifient cette mesure sont démontrés par des données démographiques défavorables relatives à la structure par âges des agriculteurs européens. Seuls 8,3 pour cent des propriétaires ou gérants d'exploitation ont moins de 35 ans, et 24,5 pour cent ont plus de 65 ans. Il n'y a pas de période de base, car l'aide n'est pas liée au type ni au volume de la production réalisée au cours d'une année suivant celle où l'aide a été autorisée. L'aide n'est pas liée aux prix intérieurs ni internationaux.
Canada: De nouveaux règlements sont mentionnés (Règlements du Conseil 950/97 et 951/97) – Les CE comptent-elles présenter une notification selon le tableau DS:2? Comment fonctionnent ces mesures au regard des critères de l'annexe 2?	Il n'y a pas de nouveau règlement. Ces mentions constituent une codification de la législation en vigueur, devenue nécessaire pour regrouper en une seule version toutes les modifications apportées aux règlements précédents.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/16# Soutien interne (tableau DS:1)	
Programmes de protection de l'environnement	
Brésil/Japon: Pourquoi les sommes destinées à cette catégorie de programmes ont-elles augmenté entre 1995/96 et 1996/97?	Les raisons de cette augmentation sont les suivantes: 1996 a été la première année au cours de laquelle des versements agro-environnementaux ont été faits dans les nouveaux États membres des CE. Dans les autres États membres, le processus de mise en œuvre n'était pas terminé en 1996, ce qui a aussi entraîné de nouvelles dépenses. Depuis l'entrée en vigueur du Règlement 2078/92, aucune mesure nouvelle n'a été introduite au titre du programme agro-environnemental. Toutefois, de nouveaux programmes le seront au titre de ce règlement: ils ont été proposés par des États membres des CE et approuvés par la Commission.
Canada/Japon: Un nouveau règlement est mentionné (Règlement du Conseil 950/97) – Peut-on considérer que l'augmentation des dépenses par rapport à l'année précédente est due à ce règlement? Les CE comptent-elles présenter une notification selon le tableau DS:2? Comment fonctionne cette mesure au regard des critères de l'annexe 2?	<i>Il faut noter que la mention de certains règlements doit être mise à jour. La délégation des CE s'est engagée à inclure ces modifications dans la prochaine notification.</i> L'augmentation des dépenses n'est pas attribuable à l'entrée en vigueur du Règlement 950/97, qui ne concerne pas les programmes environnementaux mais la modernisation des structures d'exploitation.
Australie/Nouvelle-Zélande/États-Unis: " <u>Soutien et protection apportés à la production organique par l'instauration de conditions de concurrence loyale</u> " - Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement; prière d'expliquer comment ces versements sont limités aux montants nécessaires pour compenser les coûts supplémentaires ou les pertes de revenu découlant de l'observation du programme; prière de confirmer qu'ils n'ont pas pour effet de soutenir les prix à la production.	Les versements sont subordonnés au respect de critères précis relatifs aux méthodes de production ou aux intrants. Les dispositions détaillées relatives aux méthodes de production ou aux intrants qui peuvent être utilisés dans l'agriculture biologique figurent dans le Règlement 2092/91. Ce règlement ne prévoit aucune aide financière à la production biologique. Les versements aux agriculteurs qui s'engagent à adopter ou à poursuivre des méthodes d'agriculture biologique sont accordés au titre des programmes agro-environnementaux conformément au Règlement 2078/92. Ils sont faits en échange de services de protection de l'environnement fournis par les agriculteurs, qui vont au-delà des normes minimales de préservation de l'environnement. Les "conditions de concurrence loyale" se rapportent à l'indemnisation des coûts supplémentaires dus à l'adoption ou à la poursuite de méthodes d'agriculture biologique.
États-Unis: " <u>Protection de l'environnement et ... aide aux zones écologiquement sensibles</u> " – Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement et d'expliquer comment ces versements sont limités aux montants nécessaires pour compenser les coûts supplémentaires ou les pertes de revenu découlant de l'observation du programme.	Les programmes sont élaborés par des autorités nationales, régionales ou locales, avant d'être soumis à l'approbation de la Commission. Les propositions contiennent un exposé des conditions géographiques et des activités agricoles de la zone concernée ainsi que des objectifs envisagés et des conditions du soutien. Le montant des versements est limité aux coûts supplémentaires ou aux pertes de revenu, lesquels sont calculés au moyen de modèles. La description des mesures figure dans le règlement.
États-Unis: " <u>Aide au développement du secteur de la sylviculture dans l'agriculture</u> " – Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement et d'expliquer comment ces versements sont limités aux montants nécessaires pour compenser les coûts supplémentaires ou les pertes de revenu découlant de l'observation du programme.	Voir les réponses ci-dessus.
États-Unis: " <u>Conservation des ressources génétiques dans l'agriculture</u> " – Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement et d'expliquer comment ces versements sont limités aux montants nécessaires pour compenser les coûts supplémentaires ou les pertes de revenu découlant de l'observation du programme.	Voir les réponses ci-dessus.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/16# Soutien interne (tableau DS:1)	
Programmes d'aide régionale	
<p>Australie: "<u>Indemnités compensatoires accordées aux zones défavorisées, par hectare ou par unité de bétail</u>" - En quoi cette aide est-elle conforme au paragraphe 13 b) de l'annexe 2 quant au lien entre les versements et la production?</p> <p><i>Observations additionnelles: Certaines délégations se sont dites préoccupées, compte tenu du paragraphe 13 b) de l'annexe 2, par le fait que ce type de soutien continuait d'être couplé aux superficies.</i></p>	<p>L'aide est accordée soit par tête de bétail pour les élevages de bovins, ovins, caprins ou équidés, soit par hectare. Les indemnités compensatoires ne sont versées que jusqu'à une densité de 1,4 tête par hectare. En ce qui concerne les versements par hectare, les versements par hectare de culture fourragère ne peuvent excéder un certain montant. Le montant total du cofinancement n'est accordé que pour les 60 premières unités de l'exploitation. Au-delà et jusqu'à 120 unités, le montant maximum recevable est réduit. Au-delà de 120 unités, aucune unité supplémentaire ne peut faire l'objet d'un versement. Le programme d'aide est donc dégressif. Dans le cadre d'Agenda 2000, ces versements ne seront accordés que par hectare à partir de l'an 2000.</p>
<p><i>Observations additionnelles: Au sujet du tableau DS:1, les États-Unis se sont dits déçus par le manque général de renseignements détaillés justifiant l'inclusion de nombreux programmes dans la catégorie verte, c'est-à-dire les modalités de fonctionnement et la description des mesures eu égard aux critères de l'annexe 2.</i></p>	
Tableau explicatif DS:3	
<p>États-Unis: "<u>Suppléments aux versements compensatoires par hectare accordés aux producteurs de blé dur</u>" – Dans quelle mesure la classification actuelle est-elle fondée compte tenu des ajustements de superficie signalés dans le Journal officiel? Les superficies ou les rendements concernant les autres éléments du programme ont-ils fait l'objet des mêmes ajustements?</p>	<p>La superficie de base totale de cultures arables dans les CE est inchangée depuis 1992, sauf les ajustements résultant de la réunification de l'Allemagne et de l'élargissement de l'Union européenne. Il y a eu quelques révisions légères à l'intérieur des superficies de base totales. Les chiffres révisés sont devenus la nouvelle base des versements. Des révisions ont été apportées aux rendements à cause d'erreurs constatées, mais tous les rendements restent basés sur les périodes antérieures.</p>
<p>États-Unis: "<u>Compensation pour l'obligation de gel des terres</u>" – Des versements compensatoires pour le gel des terres sont aussi notifiés dans le tableau DS:1: s'agit-il de programmes distincts? Dans l'affirmative, prière d'indiquer quelles sont les modalités de fonctionnement et dans quelle mesure ces programmes sont conformes à l'article 6:5.</p>	<p>Voir la réponse ci-dessus en liaison avec le tableau DS:1.</p>
<p>États-Unis: Quelle est la part des céréales produites au titre du "programme simplifié" pour laquelle les petits producteurs reçoivent des versements compensatoires sans avoir à geler des terres?</p>	<p>Aucune donnée n'est disponible sur la quantité de céréales produite au titre de ce programme.</p>
MGS	
<p>Brésil: Pourquoi la MGS a-t-elle augmenté entre 1995/96 et 1996/97?</p>	<p>La MGS totale courante notifiée pour 1995/96 sera revue à la hausse à la suite d'une erreur dans le chiffre de production des tomates. La délégation des CE s'est engagée à remettre un corrigendum. Le nouveau chiffre sera d'environ 50,24 milliards d'écus. Il n'y a donc eu qu'une légère augmentation du montant du soutien d'une année sur l'autre.</p>
<p>États-Unis: Pourquoi le fondement juridique spécifique des mesures indiquées dans les tableaux DS:5, 7 et 8 n'est-il pas mentionné?</p>	<p>Ce renseignement figurera dans les prochaines notifications.</p>
<p>Canada/Venezuela: Prière de donner des détails sur la terminologie employée dans les notifications (voir G/AG/R/15).</p>	<p>Des renseignements sur les définitions des différents prix utilisées dans les organisations de marché des CE sont donnés dans la section des réponses non fournies concernant les questions soulevées aux réunions précédentes.</p>

Communautés européennes G/AG/N/EEC/16# Soutien interne (tableau DS:1)	
Corée: Prière d'expliquer la différence entre la mesure relative à l'"écart de prix" (appliquée à l'huile d'olive selon le tableau DS:6) et celle relative au " <u>soutien des prix</u> " quant aux objectifs et aux mécanismes d'application.	Les CE se sont engagées à répondre ultérieurement.
Tableau explicatif DS:4	
États-Unis: Tous les produits assujettis au système de prix d'entrée sont-ils indiqués? Sinon, lesquels ne le sont pas?	Tous les fruits et légumes classés selon un prix d'entrée sont indiqués, mais il arrive qu'ils soient désignés par une version écourtée de la position tarifaire concernée. Le jus de raisin et le moût de raisin sont aussi classés par référence à un prix d'entrée.
Canada/Nouvelle-Zélande: Prière de justifier l'allégation de soutien <u>de minimis</u> .	<u>Blé dur</u> : comme la MGS est négative, il n'y a pas lieu de justifier l'allégation. <u>Froment tendre, maïs, orge, seigle, triticales, sorgho à grains</u> : 21,849 milliards d'écus; <u>pommes de terre destinées à être transformées en fécule</u> : 336 milliards d'écus.
Tableau explicatif DS:5	
Nouvelle-Zélande: Coton – Prière de confirmer qu'il n'y a pas eu de soutien des prix du marché en 1996/97.	Confirmé. Voir les réponses concernant la MES pour le coton (tableau DS:8 ci-dessous).
Thaïlande: Sucre blanc – Prière d'indiquer la nature des redevances et prélèvements connexes et de confirmer qu'ils ne sont collectés dans les CE que pour le sucre blanc.	Les producteurs européens dans le secteur du sucre paient des prélèvements sur la production qui servent surtout à financer les restitutions à l'exportation pour le sucre. Le montant indiqué correspond aux prélèvements payés par les producteurs de betterave à sucre pour la production de sucre blanc.
États-Unis: <u>Note 7</u> – Prière d'indiquer la conformité avec la méthode énoncée à l'annexe 3 et d'expliquer comment ces données ont été obtenues.	Les prix de référence extérieurs sont tirés des composantes utilisées dans les documents AGST/EEC. Il faut donc supprimer la référence à l'OCDE. <i>La délégation des CE s'est engagée à remettre un corrigendum sur ce point.</i>
Tableau explicatif DS:6	
Canada: Sucre - Le soutien au secteur de la betterave en Espagne notifié dans le document G/SCM/N/25/EEC est-il inclus dans le montant indiqué pour l'" <u>Aide directe de l'Espagne</u> "?	La délégation des CE s'est engagée à répondre par écrit.
Japon: Tabacs - L'accroissement de la valeur des versements directs non exemptés est-il dû à un changement de politique?	En 1995/96, le soutien aux producteurs comprenait deux instruments principaux: a) une prime versée pour aider à augmenter le revenu brut, tout en orientant la production vers les besoins du marché et en permettant l'écoulement du tabac cultivé dans les CE; et b) une prime spéciale de reconversion accordée dans le cadre d'un programme triennal de reconversion vers certaines variétés de tabacs. Le montant de 52,5 millions d'écus déclaré dans la notification pour 1995/96 ne concerne que la prime de reconversion. Comme ce programme a pris fin, les dépenses connexes n'apparaissent pas dans la notification pour 1996/97. L'essentiel du soutien pour 1996/97 (1 005,3 millions d'écus) passe par le premier programme, qui subsiste. Les montants totaux indiqués pour les deux années sont à peu près du même ordre.
Tableau explicatif DS:8	
Corée: Pommes, poires – Prière de donner des détails sur la teneur spécifique des politiques de " <u>soutien des prix</u> " et sur le calcul. Pourquoi la MES a-t-elle été calculée pour ces produits.	Les CE se sont engagées à répondre ultérieurement.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/16# Soutien interne (tableau DS:1)	
Corée: Agrumes, citrons, pêches, prunes et poires destinés à être transformés – Prière d'expliquer la politique du " <u>prix minimal</u> " et d'indiquer les modalités de calcul.	Les CE se sont engagées à répondre ultérieurement.
Corée: Coton, vin – Comment fonctionne le " <u>prix d'orientation</u> "? Prière d'indiquer les modalités de calcul pour chaque produit.	Les CE se sont engagées à répondre ultérieurement.
Japon: Pommes de terre destinées à être transformées en féculé – La valeur inférieure de la MES par rapport à l'année précédente est-elle due à la diminution des rendements?	Dans la notification précédente, la production de pommes de terre avait été utilisée à tort au lieu de la teneur en féculé de pommes de terre. <i>Un corrigendum sera remis avec les chiffres rectifiés.</i> Le chiffre exact est de 1,58 million de tonnes, ce qui donne une MES de -159,7 millions d'écus.
Japon/Corée: Tomates – Prière de donner des détails sur la teneur spécifique de la politique de " <u>soutien des prix</u> ";	Les CE se sont engagées à répondre ultérieurement.
pourquoi la MES a-t-elle été calculée pour ce produit? Prière d'indiquer les modalités de calcul;	Les CE se sont engagées à répondre ultérieurement.
pourquoi la valeur de la MES a-t-elle augmenté entre 1995/96 et 1996/97.	Les chiffres notifiés pour 1995/96 étaient erronés. Un corrigendum sera remis, indiquant que la valeur du soutien a en fait légèrement baissé.
Tableau explicatif DS:9	
Thaïlande: " <u>Subventions pour les assurances</u> " – Quelle est la nature de ces subventions? En quoi sont-elles différentes des mesures déclarées au tableau DS:1 (voir page 4)?	Les CE se sont engagées à répondre ultérieurement.
États-Unis: " <u>Autres</u> " – Quelles sont la signification et la nature des mesures connexes?	Il s'agit des aides nationales relatives aux services de commercialisation et de promotion qui remplissent les conditions pour entrer dans la catégorie verte. <i>Un corrigendum sera éventuellement remis sur ce point.</i>

Guatemala G/AG/N/GTM/11 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie: Prière de confirmer qu'aucun soutien interne relevant du paragraphe 2 de l'annexe 2 n'a été fourni.	En 1995 a débuté un processus de réforme et de modernisation des instances exécutives, y compris le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation. Les institutions qui fournissaient des services de caractère général au sens du paragraphe 2 de l'annexe 2 financés à l'aide de fonds prélevés sur le budget de l'État ont été soit supprimées (par exemple la Direction générale des services agricoles – DIGESA – et la Direction générale des services concernant l'élevage - DIGESEPE), soit profondément restructurées (par exemple l'Institut des sciences et des techniques agricoles - ICTA). Cette réforme a donné naissance à des organisations non gouvernementales (associations de producteurs ou d'exportateurs, organisations internationales, professionnelles, etc.), qui ont été chargées, par délégation ou agrément, de fournir des services de caractère général, dont le coût est facturé à l'utilisateur. L'État conserve la responsabilité de l'élaboration des normes et règlements et du contrôle de la qualité, qui sont financés au moyen de redevances administratives perçues auprès des utilisateurs pour des activités telles que la certification, la prolongation des permis d'autorisations, l'enregistrement, etc.

Honduras G/AG/N/HND/4* et HND/6* Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Que signifie l'expression " <i>pas encore été mis en œuvre</i> " dans la note **?	Jusqu'à présent, le gouvernement hondurien n'a pas effectué de dépenses ni prévu de crédits budgétaires ou garanti de sommes pour mettre en œuvre les programmes indiqués. Autrement dit, ces programmes n'ont pas été mis en place.
Nouvelle-Zélande: " <u>Fonds pour la propriété foncière</u> " - Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement.	Ce programme a été institué par le Décret n° 199-93 – Loi sur le Fonds pour la propriété foncière. Il s'agit d'une association civile sans but lucratif, dotée d'une personnalité morale et de fonds propres, autogérée et indépendante aux plans administratif, technique et financier. Elle a pour but de formaliser, élargir et restructurer un programme de financement consistant, entre autres, à réescompter des crédits hypothécaires afin d'encourager ou d'aider les producteurs agricoles admis à bénéficier de la réforme agraire à acheter des terres. Le capital de départ est fourni par l'État. Il comprend aussi le produit des ventes de terres rurales nationales et communales (<i>ejidal</i>) et les sommes à recevoir de cette source, ainsi que les fonds correspondant à la moitié de la surtaxe perçue sur la vente des terres excédant 100 hectares dans le cadre de la réforme agraire, conformément à l'article 70 du Décret n° 31-92 du 5 mars 1992 (Loi sur la modernisation et le développement du secteur agricole). L'association chargée du programme recouvrera auprès des débiteurs le produit de la vente des terres que l'État a transférées à l'Institut agraire national au titre de l'article 12 de la Loi sur la réforme agraire ainsi que des autres acquisitions que l'Institut a faites ou fera au titre de cette loi. Les opérations sont notamment l'administration et le financement de la parcellisation ainsi que l'achat et la vente de terres privées avec un titre foncier complet, les intermédiaires financiers étant des banques et des associations d'épargne et de crédit, en plus des associations centrales d'agriculteurs juridiquement reconnues par l'État et des organisations non gouvernementales agréées par le programme. L'association est autorisée à financer jusqu'à 90 pour cent du prix de la terre, y compris la valeur des améliorations. Les prêts sont garantis par une hypothèque de premier rang, et l'association est habilitée à retirer ses garanties en cas de défaut de paiement. Les conditions et les taux d'intérêt appliqués aux prêts sont déterminés dans le cadre des politiques arrêtées par le Conseil d'administration du programme. Enfin, 90 pour cent au moins du portefeuille de prêts du programme doit être placé en permanence dans des opérations consistant à financer l'achat d'au moins 10 hectares de terres. Le reste du portefeuille doit être placé dans des opérations consistant à financer l'achat de terres d'une superficie maximale de 25 hectares.

Honduras G/AG/N/HND/4* et HND/6* Soutien interne (tableau DS:1)	
"Caisses de crédit rural" – Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement.	Ce programme a été institué par le Décret n° 201-93 du 1 ^{er} octobre 1993 pour soutenir l'activité économique dans les zones rurales grâce à l'intermédiation financière. Les caisses de crédit et d'épargne ruraux peuvent faire office de banques communales et régionales et sont soutenues par une banque centrale qui leur fournit des liquidités. Elles sont habilitées à recevoir des dépôts à terme, à accorder des crédits à des personnes physiques et morales, à déposer des fonds à la banque centrale et à s'en procurer auprès du système financier. Les activités et opérations des banques rurales, communales et centrale sont vérifiées, supervisées et surveillées par la Commission réglementaire du système des caisses privées d'épargne et de crédit ruraux, entité rattachée à l'Autorité de surveillance des banques et de l'assurance de la Banque centrale du Honduras.

Israël G/AG/N/ISR/12# Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
Australie/Nouvelle-Zélande: <u>Versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles</u> – Prière de donner des détails sur les programmes indiqués. Les critères appliqués pour déterminer l'admissibilité et l'indemnisation sont-ils différents selon qu'il s'agit d'agriculteurs visés par le "Fonds d'assurance en cas de catastrophes naturelles" (NDIF) ou d'agriculteurs qui ne le sont pas? Prière de confirmer que tous les versements sont faits après que le gouvernement a formellement reconnu l'existence d'une catastrophe naturelle, conformément aux critères énoncés au paragraphe 8.	La Loi sur les catastrophes naturelles n'impose pas de critères différents pour déterminer les agriculteurs admis à recevoir des versements et des indemnisations, qu'ils soient ou non visés par ces programmes d'assurance. Jusqu'en 1999, la politique en matière de catastrophes naturelles ne couvrait pas l'ensemble des dommages causés par ces catastrophes. Conformément à la Loi sur les catastrophes naturelles, le gouvernement ne déclarait l'existence d'une catastrophe naturelle que lorsque les dommages étaient importants. L'indemnisation était alors déterminée par des experts, et les mêmes critères s'appliquaient. Le budget d'indemnisation comprenait toutefois trois éléments: a) le "NDIF", qui représentait la part de l'État dans la police d'assurance; b) l'"avance sur les demandes de règlement adressées au fonds d'assurance", qui consistait à verser une avance pouvant aller jusqu'à 100 pour cent des dommages évalués en raison des longs délais qui s'écoulaient entre la catastrophe et l'indemnisation; et c) l'"indemnisation de la catastrophe naturelle", qui consistait à indemniser les dommages causés, sous déduction des avances versées au titre du point b). Les deux derniers éléments sont couverts par la même loi (Loi sur les catastrophes naturelles) mais ont été notifiés pour des raisons de transparence.
Corée/Nouvelle-Zélande: <u>Programmes d'aide régionale</u> - En quoi le "programme pour les implantations à la frontière" est-il conforme aux critères du paragraphe 13?	La population de la Galilée perçoit des indemnisations en raison des dégâts matériels et des pertes de revenu causés par l'opération "Raisins de la colère" (avril 1996). La Galilée est considérée comme une région défavorisée car il s'agit d'une frontière active et en raison de sa topographie. Les indemnisations en faveur des agriculteurs ont été semblables à celles accordées au reste de la population touchée par l'opération, ce qui explique que ce type de soutien ait été classé dans cette catégorie. Le classement dans la catégorie des "versements à titre d'aide en cas de catastrophes naturelles" aurait aussi convenu.

Mexique G/AG/N/MEX/5* Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis: Sucre – Des programmes de restructuration de la dette ont-ils été mis en place au profit des producteurs de sucre, des sucreries et des raffineries? Quel est le montant des dettes annulées ou des autres avantages? Une notification a-t-elle été présentée à l'OMC?	Ces questions ont été transmises aux autorités compétentes de la capitale, et il y sera répondu ultérieurement.

Norvège G/AG/N/NOR/22 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
<u>Services de caractère général</u>	
<p>Australie/Nouvelle-Zélande: "<u>Fonds pour l'élevage des petits animaux</u>", versements compensatoires pour les pertes de cheptel – Prière de donner des détails sur le montant de 43,6 millions de couronnes norvégiennes dépensé en 1997 pour compenser le manque à gagner au cours de la saison de pâturage dans les montagnes. En quoi ces versements sont-ils conformes aux critères du paragraphe 2 et sur quelle base sont-ils faits?</p> <p><i>Observations additionnelles: La Nouvelle-Zélande estime que la compensation pour la perte d'animaux n'est pas prévue au paragraphe 2 de l'annexe 2 et qu'elle devrait plutôt relever du paragraphe 8 si elle est due à une catastrophe naturelle reconnue par le gouvernement. Toutefois, si elle est versée pour une perte due à des méthodes d'élevage classiques, elle constitue un versement couplé.</i></p>	<p>Ce programme porte sur des activités de conseil et de promotion ainsi que sur la fourniture d'une aide pour les activités de pâturage. Les activités générales de conseil et de promotion couvrent plusieurs services: amélioration de la sélection des ovins, volailles et autres animaux; conseils au niveau de l'exploitation; enregistrement de statistiques, etc.</p> <p>Le Fonds peut aussi financer des mesures visant à prévenir les pertes durant la saison de pâturage dans les montagnes. Seuls les groupes organisés d'agriculteurs qui coopèrent à ces activités ou projets peuvent en bénéficier. La perte d'animaux (notamment des ovins) due à des accidents ne peut être indemnisée que dans certaines circonstances exceptionnelles. Il faut qu'une partie importante du troupeau ait été perdue et que l'accident ne soit pas couvert par l'assurance des animaux. Ce programme a été indiqué dans la Liste de la Norvège ainsi que dans les notifications précédentes, au titre du paragraphe 2 de l'annexe 2. Il aurait effectivement pu figurer aussi au titre du paragraphe 8 de l'annexe 2. Il n'en reste pas moins qu'il s'agit manifestement d'une mesure de la catégorie verte.</p>
<p>Australie: "<u>Enregistrements fonciers et allocations des terres</u>" – En quoi ces versements sont-ils conformes au paragraphe 2 g)?</p>	<p>Les activités d'"enregistrements fonciers" se rapportent aux travaux effectués par l'Institut norvégien d'inventaire des terres (NIJOS), principal fournisseur de données sur l'agro-environnement et les forêts et d'autres données à caractère foncier. L'Institut est chargé de dresser la carte des ressources naturelles telles que le sol, la végétation, le paysage, l'occupation des sols et les possibilités d'utilisation des terres. Elle est le coordonnateur du Ministère pour les données relatives à l'environnement, les normes cartographiques, l'aménagement des forêts et les systèmes d'information géographique. Les dépenses consacrées à l'"allocation des terres" et au remembrement concernent les services de caractère général fournis par le Service norvégien de remembrement des terres (allocation de terres, remembrement, règlement des litiges concernant les limites de propriété).</p>

Norvège G/AG/N/NOR/22 Soutien interne (tableau DS:1)	
<u>Détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire</u>	
Australie/Canada/Nouvelle-Zélande/Philippines/ États-Unis: " <u>Soutien des prix des céréales</u> " – Cet élément du programme sera-t-il supprimé de la catégorie verte dans les notifications futures puisque sa conformité avec les critères du paragraphe 1 b) n'a pas été démontrée (voir G/AG/R/13)? Les dépenses connexes sont-elles comptées dans le calcul du soutien des prix du marché par produit et de la MGS totale courante? Pourquoi la Norvège a-t-elle inclus cette mesure dans la catégorie verte?	Le soutien des prix des céréales est compté dans le calcul du soutien des prix du marché par produit et de la MGS totale courante. Il s'agit d'un poste budgétaire distinct à l'intérieur du poste principal intitulé "détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire". Pour des raisons de transparence, les dépenses totales ont été entièrement déclarées au titre de la catégorie verte, bien que l'élément soutien des prix figure au tableau explicatif DS:5.
<u>Aide à l'ajustement des structures fournie au moyen d'aides à l'investissement</u>	
Australie/États-Unis: " <u>Fonds de développement agricole</u> " et " <u>bonification d'intérêts</u> " – Prière de confirmer que ces versements sont faits sur la base d'un désavantage structurel dont l'existence a été démontrée de manière objective. En quoi sont-ils conformes aux critères du paragraphe 11?	Le Fonds verse des aides à l'investissement pour l'ajustement des structures et le développement rural aux fins suivantes: reconstruction ou entretien des bâtiments agricoles; promotion d'activités économiques diversifiées dans les zones rurales; stimulation de l'investissement au profit de mesures visant à améliorer l'environnement, etc. La bonification d'intérêts concerne les intérêts payés sur les prêts accordés par la Banque d'État pour l'agriculture. Elle correspond à la différence entre le taux d'intérêt payé par les clients de la Banque et le taux d'intérêt payé par celle-ci sur ses capitaux. Cette aide n'est pas subordonnée à des volumes de production ni à des prix et correspond aux critères fondamentaux de la catégorie verte. Elle n'a pas pour objet d'accroître les capacités de production et répond aux critères énoncés au paragraphe 11 de l'annexe 2. La Banque octroie des prêts pour financer un logement dans des zones d'habitation agricoles ou à des fins agricoles, généralement en faveur d'agriculteurs situés dans des zones isolées souffrant de désavantages structurels.
<u>Programmes de protection de l'environnement</u>	
Australie/Brésil/Nouvelle-Zélande/Philippines: " <u>Subvention à l'estivage des troupeaux laitiers dans les régions montagneuses</u> " – Prière d'expliquer les effets attendus sur l'environnement et les objectifs du programme; prière de confirmer que les producteurs ne sont indemnisés que pour les dépenses supplémentaires qu'ils engagent; quels sont les producteurs qui ont droit à ce programme? En quoi est-il conforme aux critères du paragraphe 12? Quels sont la superficie agricole totale et les types de cultures visés par la subvention à la production dans les régions escarpées?	Cette aide vise à encourager le maintien de la production traditionnelle de lait dans les régions montagneuses afin de préserver le paysage agricole grâce à la poursuite du pâturage des vaches et du bétail et à l'utilisation des bâtiments agricoles. La subvention à la production est destinée à compenser le coût supplémentaire de l'estivage des vaches laitières dans les régions montagneuses. Les candidats doivent remplir les conditions générales liées à l'aide agricole, notamment respecter la Loi sur la conservation de la nature et la Loi sur la pollution. Ils doivent aussi remplir certaines conditions en matière de santé et de qualité. L'activité agricole doit en outre avoir lieu l'été, être liée à un bâtiment agricole traditionnel en montagne et être basée dans une exploitation d'été en montagne liée à une exploitation fonctionnant toute l'année. L'exploitation de montagne doit être située plus haut que les logements permanents qui se trouvent dans la zone. Pour percevoir les versements, il faut assurer au moins quatre semaines de livraisons à une laiterie pendant un été ou une période équivalente de ventes directes justifiées. La subvention est versée sous la forme d'une somme forfaitaire annuelle. En 1997, environ 1 831 exploitations ont bénéficié du programme.

Norvège G/AG/N/NOR/22 Soutien interne (tableau DS:1)	
" <u>Subvention à la production dans des régions escarpées</u> " - Mêmes questions que ci-dessus.	Le programme vise à préserver le paysage humanisé en encourageant les activités agricoles dans les régions escarpées et isolées. Les agriculteurs perçoivent une indemnisation pour les dépenses supplémentaires qu'ils engagent en raison des difficultés de production dues aux conditions topographiques. Outre les conditions générales indiquées ci-dessus, des conditions spécifiques sont imposées: l'aide n'est accessible qu'aux exploitations situées dans des lieux où l'escarpement est égal ou supérieur à 1:5 sur au moins 50 pour cent de la superficie de production totale. Les produits visés sont les suivants: fourrage grossier (y compris les prairies et pâturages), céréales, pommes de terre, baies, fruits et légumes. Les versements sont faits à l'hectare, avec un maximum de 5 hectares par exploitation. En 1997, environ 5 940 exploitations, soit 23 900 hectares, ont bénéficié de ce programme.
Australie: " <u>Soutien à la production respectueuse de l'environnement dans certaines régions</u> " – Prière d'indiquer la nature de la production.	Le but est de favoriser la reconversion à des méthodes d'agriculture écologique. Conformément au paragraphe 12 de l'annexe 2, les versements correspondent aux coûts supplémentaires ou aux pertes de revenu relevant de la Réglementation concernant la production et l'étiquetage des produits agricoles écologiques.
Autres	
Brésil/Canada/Nouvelle-Zélande/Thaïlande/États-Unis: " <u>Programmes sociaux: plans de congés et de remplacement</u> " – Prière d'expliquer le remboursement par l'État des dépenses des agriculteurs pendant les congés et de démontrer que ces paiements sont découplés. Une notification révisée sera-t-elle présentée pour déclarer ces subventions aux intrants (main-d'œuvre) au titre de la MGS puisqu'elles ne correspondent pas aux critères du paragraphe 5 (voir G/AG/R/13)?	Le programme, qui fonctionne conformément aux critères de l'annexe 2, permet aux éleveurs de prendre des vacances et de se faire remplacer, conformément à la législation du travail. Le montant maximum du versement est destiné à rémunérer en partie un agriculteur à temps complet. Les agriculteurs à temps partiel perçoivent un versement compensatoire réduit. Le montant maximum est accordé sur la base des dépenses justifiées engagées pour employer des travailleurs dans l'exploitation. Les versements reçus n'excèdent pas les dépenses justifiées engagées pour remplacer chaque exploitant. Ce programme n'est pas nouveau puisqu'il a été inscrit dans la Liste de la Norvège et figurait dans les notifications précédentes.
Australie/Canada/Nouvelle-Zélande/Philippines/États-Unis: " <u>Réglementation du marché, promotion et vente. Versements effectués pour obtenir des prix administrés</u> " – Prière d'indiquer les modalités de fonctionnement. En quoi cette aide est-elle conforme aux paragraphes 5 et 6 b) et aux critères fondamentaux de la catégorie verte puisque l'objectif est de soutenir les prix à la production?	Ce programme comprend plusieurs mesures telles que des versements pour les activités d'information et de commercialisation générique des fruits et légumes afin de faciliter la vente de ces produits et d'assurer un approvisionnement dans toutes les régions du pays. Il y a aussi des versements destinés à favoriser la demande de produits écologiques. Les versements sont alloués en fonction des demandes reçues. L'élément "versements effectués pour obtenir des prix administrés" figure dans les calculs du soutien des prix du marché compris dans la MGS, conformément au paragraphe 8 de l'annexe 3.

Norvège G/AG/N/NOR/22 Soutien interne (tableau DS:1)	
Tableau explicatif DS:3	
Philippines/États-Unis/Thaïlande: Prière de donner des renseignements sur les programmes notifiés. En quoi sont-ils conformes à l'article 6:5?	Tous les programmes de la catégorie bleue font partie du régime norvégien de prélèvements à la commercialisation versés par les agriculteurs. Tous les produits agricoles sont assujettis à ce prélèvement, conformément à la Réglementation du marché agricole. Le régime des prélèvements à la commercialisation vise à limiter la production. Les prélèvements, fixés en fonction de la situation du marché, sont relevés en cas de surproduction. Il s'agit donc d'une mesure efficace de limitation de la production. <u>Secteur des céréales</u> : le régime des prix administrés réduits s'applique parallèlement à la redevance de commercialisation. Si la production céréalière norvégienne excède un certain niveau (calculé en fonction de la consommation intérieure de céréales fourragères ou d'aliments du bétail), les prix administrés sont réduits. <u>Lait et produits laitiers</u> : la production de lait est assujettie au système des quotas laitiers.
Australie/Philippines/Thaïlande/États-Unis: " <u>Programmes concernant les superficies et l'entretien du paysage</u> " - Prière de décrire cette mesure et d'indiquer les modalités de fonctionnement et les critères d'admissibilité; en quoi est-elle conforme à l'article 6:5 a)?	Le programme est basé sur l'utilisation de la terre arable. Il vise à encourager les agriculteurs à entretenir le paysage humanisé et les zones cultivées, y compris les végétaux, la faune et la flore, les chemins traditionnels et les routes à grande circulation. Il égalise parallèlement les revenus des agriculteurs entre les différents types de production, dimensions d'exploitation et régions. Les versements par hectare diminuent lorsque la dimension de l'exploitation augmente. Les exploitations comportant des prairies et des pâturages (production de fourrage grossier) ne bénéficient pas de l'aide si la superficie excède 40 hectares. Sont visées les terres arables comportant des prairies semées, des pâturages et d'autres types de fourrage grossier, des céréales, des pommes de terre, des fruits, des baies et des légumes. Conformément à l'article 6:5 a) i), les versements sont fondés sur une superficie fixe totale. Les agriculteurs doivent présenter une demande pour en bénéficier. Si la superficie totale admise augmente, le versement à l'hectare est réduit d'autant.
Australie/États-Unis: " <u>Soutien structurel des revenus en faveur des producteurs de lait</u> " – Prière de décrire cette mesure et d'indiquer les modalités de fonctionnement; en quoi est-elle conforme à l'article 6:5?	Le programme a pour objet de soutenir le revenu dans les exploitations laitières et d'égaliser les revenus entre les petites et les grandes exploitations et entre celles qui se trouvent au nord et au sud du pays. Un versement fixe est accordé par exploitation, indépendamment du niveau de production ou du nombre d'animaux. Toutefois, les exploitations qui produisent moins de 30 000 litres de lait de vache ou 15 000 litres de lait de chèvre bénéficient d'un taux d'aide inférieur. Environ 8 pour cent des exploitations entrent dans cette catégorie. Le nord du pays bénéficie d'une aide plus grande. Le programme fonctionne conformément aux critères de limitation de la production énoncés à l'article 6:5.

Norvège G/AG/N/NOR/22 Soutien interne (tableau DS:1)	
Australie/États-Unis: " <u>Versements compensatoires pour la production de lait dans certaines régions</u> " – Prière de décrire cette mesure et d'indiquer les modalités de fonctionnement; en quoi est-elle conforme à l'article 6:5?	Les désavantages opérationnels de la production de lait dans les régions moins favorisées sont compensés par le fait que les agriculteurs sont assurés d'un certain niveau de revenu et de production. Le programme vise à favoriser l'emploi agricole et à maintenir un certain niveau de population dans les zones rurales isolées; il fonctionne conformément aux critères de l'article 6:5 a) ii). L'aide est calculée sur la base d'une prime par litre de lait produit, mais le versement est limité à la quantité produite à l'intérieur du quota alloué. Les versements sont également différenciés selon neuf zones géographiques, et les meilleures superficies agricoles ne peuvent en bénéficier.
Australie/États-Unis: " <u>Versements compensatoires pour la production de viande dans certaines régions</u> " – Prière de décrire cette mesure et d'indiquer les modalités de fonctionnement; en quoi est-elle conforme à l'article 6:5?	Les objectifs de ce programme sont similaires à ceux du programme décrit ci-dessus. Le niveau de compensation est aussi plus élevé en fonction de l'altitude, et le barème varie entre six zones. L'aide, qui concerne la viande de bœuf et de veau, de porc et de mouton, est calculée au moyen d'un taux fixe par kg de carcasse. Environ 55 pour cent de la production intérieure de viande remplissait les conditions pour bénéficier de cette aide durant l'année de notification. Le programme est conforme à l'article 6:5 a) ii).
Australie/États-Unis: " <u>Soutien en fonction du nombre de têtes de bétail</u> " – Prière de décrire cette mesure et d'indiquer les modalités de fonctionnement; en quoi est-elle conforme à l'article 6:5?	Le programme a pour but d'accroître et d'égaliser les revenus tirés de la production animale. Le versement est limité à un certain nombre d'animaux (par exemple, 40 vaches laitières, 250 porcs d'abattage) et peut être accordé pour les produits suivants: vaches et autres bovins, chèvres, porcs de reproduction, porcs d'abattage, poules pondeuses, chevaux, lapins et moutons. Le montant varie selon le type d'animal. Il y a en outre une limite au montant qui peut être accordé à chaque agriculteur et une limite maximale pour les dépenses totales du programme. Le programme fonctionne conformément à l'article 6:5 a) iii).
MGS	
Australie/Nouvelle-Zélande/États-Unis: <u>Tableau explicatif DS:4</u> – Prière de justifier l'utilisation d'une MGS totale autre que par produit négative afin de réduire la valeur de la MGS totale courante. <i>Observations additionnelles:</i> La mention de chiffres négatifs pour la MGS préoccupe vivement divers Membres, parmi lesquels l' <u>Australie</u> , le <u>Canada</u> , les <u>États-Unis</u> , la <u>Nouvelle-Zélande</u> et les <u>Philippines</u> . L'Australie a souligné en particulier l'évolution de la pratique de la Norvège, qui indique désormais des chiffres négatifs pour la MGS. Les chiffres négatifs étaient précédemment tirés de montants négatifs du soutien des prix du marché. À présent, ils sont tirés de chiffres négatifs pour les taxes sur les engrais et pesticides au titre de la MGS autre que par produit. Cette pratique est un moyen nouveau et très inventif de réduire la MGS. Elle établit aussi un précédent dans le sens où il y a toute une série de taxes que les Membres pourraient commencer à déduire de leurs niveaux de soutien respectifs.	En vertu de l'article 6:4 a) ii), un Membre ne sera pas tenu d'inclure dans le calcul le soutien interne autre que par produit dans le cas où ce soutien n'excèdera pas 5 pour cent de la valeur de la production agricole totale de ce Membre. Cet article n'oblige pas un Membre à exclure ce soutien. <i>Réponse aux observations additionnelles:</i> Les redevances en question ont été incluses dans la Liste de la Norvège ainsi que dans les précédentes notifications. La pratique adoptée par la Norvège n'est donc ni nouvelle ni infondée. En outre, la Norvège n'a pas déduit de la MGS des redevances et taxes générales.
Philippines/Thaïlande: <u>Tableau explicatif DS:9</u> – Sur quelle base les taxes sur les engrais et sur les pesticides ont-elles été incluses dans le calcul de la MGS autre que par produit?	Il est dit au paragraphe 4 de l'annexe 3 de l'Accord sur l'agriculture que "les prélèvements ou redevances agricoles spécifiques payés par les producteurs seront déduits de la MGS". Ces redevances sont destinées à décourager l'emploi d'engrais et de pesticides.

Sri Lanka G/AG/N/LKA/2 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Tableau explicatif DS:1	
Nouvelle-Zélande: " <u>Stock régulateur pour la farine de froment (blé)</u> " – Quelles sont les opérations visées? En quoi ce programme est-il conforme aux critères de l'annexe 2?	Les activités relatives aux stocks régulateurs sont à la charge du Commissariat à l'alimentation. La politique consiste à maintenir en permanence un stock représentant au moins un mois de consommation (environ 50 000 tonnes) de farine de blé et un mois sous forme de grains, soit en silo, soit sous voile. Ce programme est entièrement conforme au paragraphe 3 de l'annexe 2.
Nouvelle-Zélande: " <u>Rations déshydratées pour les réfugiés, subventions aux aliments lactés infantiles, subventions à la farine de froment (blé), etc.</u> " – En quoi ce programme est-il conforme aux critères de l'annexe 2?	Ce programme répond aux critères du paragraphe 4 de l'article 2. L'aide est accordée sous la forme de rations déshydratées et en espèces aux familles déplacées et touchées dans les provinces orientales durant la période 1995-1997.
Les produits qui constituent les rations déshydratées sont-ils produits dans le pays ou importés?	Les produits distribués sous forme de rations déshydratées sont produits dans le pays, sauf la farine et les lentilles. Des substituts du lait maternel valant 100 roupies sri lankaises sont distribués chaque mois pendant 12 mois aux mères de nouveaux-nés appartenant à la catégorie des familles à faibles revenus. En ce qui concerne le subventionnement de la farine de blé, les achats sont faits par le gouvernement aux prix du marché, ce qui permet aux bénéficiaires d'acheter de la nourriture dans les conditions prévues au paragraphe 4 de l'article 2.
Pourquoi les montants ont-ils fortement baissé entre 1996 et 1997?	En raison de la suppression progressive de la subvention à la farine de blé durant la période 1995-1997 sur le marché intérieur. Les dépenses relatives aux rations déshydratées destinées aux réfugiés sont restées relativement constantes.
Nouvelle-Zélande: " <u>Garantie des revenus</u> " – Prière de montrer en quoi ce programme est conforme aux critères de l'annexe 2.	Les versements ont été faits compte tenu des pertes de revenu, conformément aux critères des paragraphes 7 et 8 de l'annexe 2.

Thaïlande G/AG/N/THA/29* Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis: Sucre – Des programmes de restructuration de la dette ont-ils été mis en place au profit des producteurs de sucre, des sucreries et des raffineries? Quel est le montant des dettes annulées ou des autres avantages? Une notification a-t-elle été présentée à l'OMC?	La Thaïlande confirme qu'aucun programme de ce type n'a été mis en place durant l'année de notification considérée. S'il y avait une modification à ce sujet dans l'avenir, le Comité en serait informé.

Turquie G/AG/N/TUR/6* et Corr.1, TUR/8 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Absence de <u>tableau explicatif DS:1</u> – Prière de communiquer ce tableau pour 1995, 1996 et 1997.	La Turquie est encore en train d'étudier l'applicabilité de l'annexe 2.
Canada: Chiffres exprimés en dollars EU et non en livres turques – Le Canada demande à la Turquie de présenter des notifications révisées du soutien interne en livres turques.	La lutte contre une inflation galopante est devenue l'une des principales préoccupations macro-économiques, comme le montrent les résultats du deuxième Examen des politiques commerciales de la Turquie effectué l'an dernier. C'est pourquoi les résultats du calcul du soutien interne exprimés en livres turques peuvent être passablement trompeurs. La Turquie espère que la prochaine série de négociations permettra de trouver des solutions concrètes aux difficultés causées par les taux élevés d'inflation.
États-Unis: Pourquoi une partie seulement de la production a-t-elle bénéficié du prix administré appliqué compte tenu des dispositions des annexes 3 et 4?	Les organismes publics chargés des programmes de soutien des divers produits déterminent chaque année les niveaux de production qui peuvent bénéficier du prix administré. Une partie seulement de la production totale a été admise à bénéficier du prix administré appliqué.
Nouvelle-Zélande/États-Unis: Demandent que la Turquie calcule les valeurs de la MGS (et notifie le soutien au moyen du tableau explicatif DS:5) au lieu d'utiliser la méthode de la MES. Demandent une confirmation à cet égard; pourquoi la Turquie continue-t-elle à utiliser la méthode de la MES alors qu'elle dispose des données nécessaires pour élaborer le prix de référence extérieur? <i>Observations additionnelles: Dans sa notification de 1997, la Turquie a invoqué l'absence d'un prix de référence extérieur fixe pour la période de base comme étant l'obstacle qui l'empêche de calculer la MGS. Or, plusieurs Membres ont fait observer qu'elle incluait désormais des prix de référence pour tous les produits notifiés.</i>	La Turquie estime que, dans son cas, la MES est la méthode qui convient le mieux pour calculer le soutien. Elle garde toutefois cette question à l'étude.
Soutien en faveur de la betterave à sucre	
Brésil/Communautés européennes/États-Unis: Prière d'expliquer les modalités du commerce de la betterave à sucre; prière de donner des renseignements complémentaires sur la manière dont le soutien est accordé à la production de betteraves à sucre; que signifie l'expression "pas d'acheteurs privés"?	-
Nouvelle-Zélande: L'entreprise d'État Turkish Sugar Company achète-t-elle le sucre produit dans le pays? Importe-t-elle aussi du sucre? Prière de décrire les activités de financement des achats de sucre national.	Le seul acheteur de betteraves à sucre en Turquie est l'entreprise d'État Turkish Sugar Company, qui achète toute la betterave à sucre commercialisée. Le raffinage du sucre est également dominé par cette entreprise. Elle est en cours de privatisation. Ses activités seront décrites en détail dans la communication que la Turquie présentera au Groupe de travail de l'OMC chargé des entreprises commerciales d'État.
Brésil: La Turquie considère-t-elle que ce soutien relève de la clause <i>de minimis</i> , malgré le montant élevé mentionné dans le tableau DS:8?	La MES calculée pour la betterave à sucre est plus élevée que le niveau " <i>de minimis</i> " parce qu'on a utilisé un "équivalent sucre".

Turquie G/AG/N/TUR/6* et Corr.1, TUR/8 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes/États-Unis: Pourquoi un soutien des prix du marché est-il calculé dans l'annexe au tableau DS:8 sans être mentionné dans le tableau DS:8? Prière de justifier l'absence de ce soutien dans le tableau DS:8.	Cela est dû à la structure particulière de l'industrie de la betterave à sucre en Turquie. La valeur de la MES n'est déclarée que dans le tableau annexe à des fins de transparence. Une MES a été calculée pour la betterave à sucre parce qu'on a utilisé un "équivalent sucre".
<i>Observations additionnelles: Plusieurs Membres ont déclaré que, indépendamment de la façon dont l'industrie est structurée (voir G/AG/R/15), ce soutien, qui excède le niveau <u>de minimis</u> (54 pour cent de la valeur totale de la production de betteraves à sucre), doit figurer dans le calcul de la MGS totale courante. Le <u>Canada</u> a demandé qu'une notification révisée soit présentée afin que le soutien au secteur de la betterave à sucre soit déclaré comme il convient.</i>	

Notifications selon le tableau DS:2

<p align="center">États-Unis G/AG/N/USA/25 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)</p> <p align="center"><i>Voir aussi les réponses concernant les questions soulevées aux réunions précédentes</i></p>	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Prière d'expliquer la méthode employée pour déterminer les pertes de production et d'indiquer en quoi elle est conforme aux critères du paragraphe 8 a) de l'annexe 2.	Il ne s'agit pas d'un programme entièrement nouveau mais d'une modification de programmes de secours ponctuels accordés en cas de catastrophe causée aux cultures, qui avaient été inclus dans la catégorie verte durant la période de base 1986-1988. Comme la conformité de ces programmes aux critères de l'annexe 2 avait été acceptée, les États-Unis estiment que la version modifiée est également conforme à ces critères. Les versements antérieurs étaient également basés sur une moyenne de cinq ans. Les États-Unis ne voient pas de différence de fond entre une moyenne sur cinq ans et une moyenne sur trois ans quant à la conformité aux critères généraux de l'annexe 2 selon lesquels les mesures doivent être financées par des fonds publics et ne pas constituer un soutien des prix, ni à l'esprit général des critères énoncés au paragraphe 8 à propos de ces programmes.
Corée: Prière d'expliquer les différences par rapport au " <u>Programme d'aide d'urgence en cas de pertes de récoltes</u> " (ECLAP) ou au " <u>Programme d'aide d'urgence en cas de pertes de récoltes non assurées</u> " (NICDRAP) notifiés dans les documents G/AG/N/USA/10 et USA/17; dans quelle mesure les versements et les bénéficiaires se chevauchent-ils? Quelles sont les dispositions prises pour surveiller les versements?	La différence entre le NICDRAP et l'ECLAP est que le premier n'est accessible qu'aux producteurs de cultures qui ne peuvent être assurés au titre d'autres programmes, tandis que le second consiste à verser des fonds en cas de catastrophe aux producteurs de cultures qui peuvent être assurés mais qui ne l'ont pas été. Il n'y a pas de chevauchement des sommes versées entre ces deux programmes.
Sur quelle base ce programme est-il jugé conforme aux critères de l'annexe 2?	Ce programme est conforme au paragraphe 8 de l'annexe 2 pour les raisons suivantes: a) L'existence d'une catastrophe naturelle a été formellement reconnue avant la fourniture de l'aide. La perte de production ouvrant droit aux versements doit être supérieure à 35 pour cent des rendements antérieurs, correspondant à une moyenne sur cinq ans. b) Les versements sont destinés à compenser les pertes de revenus consécutives à la catastrophe naturelle. c) Ils ne peuvent être supérieurs au coût total de remplacement de ces pertes (ils correspondent à 60 pour cent des prix du marché établis pour les récoltes de 1998 dans le cadre de l'assurance-récoltes) et ne comportent ni prescription ni spécification quant au type ou à la quantité de la production future. d) Ils ne sont pas supérieurs au niveau requis pour empêcher ou atténuer de nouvelles pertes. e) Les producteurs ne peuvent recevoir des versements supérieurs à 100 pour cent de la perte totale au titre de ce programme, des autres programmes de garantie des revenus et des programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus.

Suisse G/AG/N/CHE/20 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
<i>Examen préliminaire</i>	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p><i>Sur la base des questions soulevées au niveau bilatéral par le Canada, la Suisse a présenté les modifications qui ont été apportées aux instruments existants de soutien interne à partir du 1^{er} janvier 1999 du fait de la nouvelle Loi fédérale sur l'agriculture. Le soutien est désormais conforme aux critères des paragraphes 5 et 6 de l'annexe 2.</i></p>	
1.	Les versements aux propriétaires de vaches qui ne commercialisent pas de lait ont été supprimés et remplacés par une contribution par tête de bétail consommant du fourrage grossier (équidés, bovins, ovins et caprins). Les versements sont limités à une densité de cheptel maximale (nombre d'animaux par rapport à la superficie), déterminée sur la base de critères écologiques.
2.	Les versements sont entièrement découplés et assujettis au respect de critères écologiques spécifiques liés aux méthodes de production et de culture.
3.	En conséquence, les conditions auxquelles les agriculteurs suisses ont droit à un soutien du revenu découplé sont plus strictes et exigent l'emploi de méthodes de production et de culture durables et écologiques.

Notifications selon les tableaux ES:1 à ES:3

Brésil G/AG/N/BRA/14* Subventions à l'exportation (tableau ES:3)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Pourquoi n'y a-t-il pas de notification selon le tableau ES:3 pour l'année civile 1996?	Le Brésil n'a pas accordé d'aide alimentaire durant l'année civile 1996, ce qui sera notifié au Comité.

Colombie G/AG/N/COL/11*, COL/12*, COL/13* Subventions à l'exportation (tableau ES:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada/Nouvelle-Zélande: Sucreries sans cacao et chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao – Prière de justifier le non-respect des engagements en 1995, 1996 et 1997.	En 1995, la quantité des exportations subventionnées de ces deux produits a dépassé les engagements de la Colombie. Il faut toutefois noter que, dans le cas des sucreries sans cacao, les dépenses n'ont représenté que 62 pour cent du niveau de l'engagement et que, dans celui du chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, elles ont à peine atteint 14 pour cent de ce niveau. La situation a été similaire en 1996 et 1997.
Molasses, sucreries – Les subventions semblent supérieures au niveau d'engagement annuel en 1996 et 1997, ainsi qu'à l'engagement cumulé indiqué à l'article 9:2 b). Quelle en est la justification?	-
Prière d'indiquer comment la Colombie entend mettre ces subventions en conformité avec les engagements de réduction énoncés dans sa Liste. Quelles sont les mesures prises pour respecter l'engagement de ne pas verser de subventions à l'exportation sauf pour les produits visés par des engagements de réduction?	Pour vérifier que le programme de subventions à l'exportation est conforme aux volumes et montants inscrits sur la Liste de la Colombie, les autorités sont en train de mettre au point un mécanisme d'information et de contrôle. Le gouvernement étudie aussi les possibilités de subvention offertes à l'article 9:1 d) et e) au sujet des mesures de réduction des coûts ainsi que des coûts du transport et du fret internationaux.
<i>Note: La Colombie a déclaré qu'elle avait fourni des subventions à l'exportation pour d'autres produits qui ne sont ni visés par les engagements de réduction figurant dans sa Liste LXXVI ni indiqués dans sa notification pour la période de base (G/AGST/COL) comme ayant fait l'objet de subventions à l'exportation durant la période de base 1986-1990. Il y a eu 30 catégories de produits de ce type en 1995, 28 en 1996 et 24 en 1997.</i>	D'autres produits, qui ont bénéficié de subvention au 1 ^{er} janvier 1995, bénéficient actuellement du CERT (voir l'explication ci-dessous), car le processus de libéralisation de l'agriculture a entraîné une grave crise et les producteurs ont besoin d'un soutien. Comme il ressort des notifications, le montant des subventions est négligeable, de sorte qu'elles sont sans effet sur le commerce international. La Colombie a fourni chaque année un montant de subventions inférieur à dix de celui qui est consolidé dans sa Liste.
Canada/Nouvelle-Zélande: Prière de décrire le programme de subventions à l'exportation car il semble concerner des produits pour lesquels aucun engagement de réduction ne figure dans la Liste.	Les subventions à l'exportation sont accordées par le biais du Certificat de remboursement de taxes (CERT). Ce certificat, destiné à favoriser les exportations, peut être utilisé pour payer la TVA ou l'impôt sur le revenu. Il est délivré à condition que l'exportateur fournisse des pièces justifiant l'exportation et l'encaissement des devises correspondantes et est calculé sur la base de la valeur f.a.b. de l'exportation. Il équivaut à 2,25 pour cent du prix f.a.b. ou à 3 pour cent dans des cas exceptionnels. Une partie du CERT correspond à un remboursement des taxes payées par l'exportateur. Le CERT vise tous les produits énumérés dans le tableau explicatif 11 (ST/11) de la documentation relative à la période de base, y compris les exportations subventionnées dites "mineures" (voir la réponse ci-dessous).

Colombie G/AG/N/COL/11*, COL/12*, COL/13* Subventions à l'exportation (tableau ES:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Canada/Nouvelle-Zélande: Pourquoi déclarer les dépenses et quantités moyennes des subventions à l'exportation de la période de base pour certains produits dans la colonne des niveaux d'engagement annuels, en mentionnant les mêmes chiffres pour 1995, 1996 et 1997?</p> <p><i>Note: Pour un certain nombre de produits, la Colombie n'a pas indiqué d'engagements de réduction dans sa Liste LXXXVI, alors qu'elle a indiqué dans sa documentation AGST des subventions à l'exportation pour ces produits durant la période de base 1986-1990. Les notifications COL/11, COL/12 et COL/13 incluent respectivement 25, 28 et 30 de ces produits. Des subventions à l'exportation ont ensuite été accordées pour bon nombre de ces produits, parfois au-delà du niveau moyen de la période de base.</i></p>	<p>La différence entre les produits figurant au tableau 11 du document G/AGST/COL et les produits inscrits sur la Liste est indiquée dans la note explicative, où il est dit que "<i>La Colombie assume l'engagement de réduction pour les dépenses budgétaires et les quantités qui en bénéficient en ce qui concerne les positions tarifaires pour lesquelles la subvention moyenne pour la période 1986-1990, selon le tableau explicatif 11, dépasse 100 000 dollars EU et concerne un volume d'exportation d'au moins 1 000 tonnes</i>". Cette note signifie que la subvention consolidée pour les produits marqués d'un astérisque dans le tableau 11 est la moyenne accordée pour la période 1986-1990. Il s'agit d'exportations subventionnées dites "mineures", c'est-à-dire inférieures à 1 000 tonnes ou ayant bénéficié de subventions inférieures à 100 000 dollars EU au cours de cette période de référence. Les autres produits, comme on le voit au tableau 7 a) et b) de l'offre colombienne, ont fait l'objet de réductions à partir de 1995.</p>
Où en est le processus de correction technique (voir G/MA/TAR/RS/51)?	<p>Le groupe de produits indiqué dans le tableau explicatif 11 a été inscrit sur la Liste d'engagements au moyen d'une note générale. La page concernée figure dans l'offre qui a été vérifiée mais pas dans le Traité lui-même. En conséquence, le processus de correction, qui en est à sa phase finale, se poursuit, et des consultations ont lieu actuellement avec les délégations qui souhaitent éclaircir le sens de la note en question.</p>

Colombie G/AG/N/COL/14, COL/15, COL/16 Subventions à l'exportation (tableau ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Pourquoi la quantité totale des exportations est-elle inférieure, pour de nombreux produits, à la quantité subventionnée qui lui est associée (ES:1)?	<p>Cela est dû au mode de fonctionnement du CERT (voir l'explication donnée ci-dessus). Le CERT ne comporte pas de transfert au profit du producteur ou de l'exportateur: l'État délivre des certificats qui peuvent servir à payer la TVA ou l'impôt sur le revenu. Il y a donc un décalage entre la date de l'exportation et celle où la subvention est reçue. Ce décalage peut atteindre six mois, c'est-à-dire le délai maximum d'encaissement des devises pendant lequel un CERT peut être demandé.</p>

Pakistan G/AG/N/PAK/7 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Canada: Produits de la pêche frais – N'étant pas visés par l'Accord sur l'agriculture, ces produits ne peuvent faire l'objet de subventions à l'exportation au titre de l'article 9:4. Pourquoi ces produits ont-ils bénéficié de subventions à l'exportation?	Ces questions ont été transmises à la délégation pakistanaise.
Canada: Sucreries et tous types de fleurs – Pourquoi ces articles figurent-ils dans le tableau ES:2 alors qu'aucune subvention n'est indiquée?	
Nouvelle-Zélande: Fruits et légumes – Quel est le pourcentage des exportations totales qui bénéficie du régime de subvention sur le fret?	

Sri Lanka G/AG/N/LKA/1 Subventions à l'exportation (tableau ES:1)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Australie: Prière de donner des renseignements sur le régime de subventions à l'exportation destiné à réduire les coûts de transport/fret international?	Les versements réels sont indiqués dans la pièce jointe n° 6 .
Australie/Canada: Prière d'indiquer la ventilation des dépenses budgétaires et des quantités d'exportations subventionnées déclarées au tableau ES:2.	

Thaïlande G/AG/N/THA/32 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
États-Unis: Maïs – Prière d'expliquer les activités de l'Organisation des entrepôts publics (PWO) et de confirmer qu'aucune subvention n'a été versée en 1999.	<p>Au sujet de la notification considérée, qui porte sur l'année civile 1997, la Thaïlande n'a appliqué aucun programme de subventions. De plus, elle s'est toujours conformée aux engagements inscrits sur sa Liste.</p> <p>Au sujet de la question posée par les États-Unis, la PWO a exporté 31 000 tonnes de maïs à des conditions commerciales en 1999. Le prix d'exportation était supérieur au prix f.a.b. sur le marché de Chicago et au prix en Thaïlande. Lorsque la collecte des données sera achevée, la Thaïlande présentera une notification au Comité au titre des <u>engagements en matière de soutien interne</u>.</p>

Turquie G/AG/N/TUR/9 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Pommes – Les exportations n'ont-elles été subventionnées qu'entre le 22 juin et le 22 juillet 1998?	Les exportations de pommes ont aussi été subventionnées entre le 1 ^{er} octobre et le 31 décembre 1998, comme l'indique la notification.
Canada/Nouvelle-Zélande: Orge et blé – L'Office turc des céréales (TGB) a-t-il participé aux exportations indiquées au tableau ES:2? Pourquoi les exportations de ces deux produits ont-elles enregistré une forte hausse entre 1997 et 1998?	Ces produits peuvent être exportés par des entreprises commerciales d'État aussi bien que par des sociétés privées. Les chiffres déclarés comprennent les exportations du TGB. Les exportations de blé et d'orge ont beaucoup augmenté en raison d'une demande intérieure insuffisante.
Nouvelle-Zélande: Produits laitiers – Pourquoi les exportations totales ont-elles baissé en 1998 par rapport à 1997?	Cette baisse est due à la situation sur le marché intérieur et les marchés extérieurs en 1998.
États-Unis: Pourquoi les produits qui ont fait l'objet de prix administrés soutenus ne figurent-ils pas dans la notification (blé, orge, seigle, maïs, sucre et tabacs)?	Ces produits n'ont pas bénéficié de subventions à l'exportation en 1998, de sorte que le tableau ES:1 ne contient pas de renseignements à leur sujet.

Venezuela G/AG/N/VEN/15 Subventions à l'exportation (tableaux ES:1 et ES:2)	
Points soulevés par d'autres Membres	Réponse du Membre présentant la notification
Nouvelle-Zélande: Autres agrumes (0805.90) – Quel est le montant des subventions à l'exportation versées en 1997?	Le chiffre notifié est confirmé.
Nouvelle-Zélande: Prunes et prunelles (0809.40) – Pourquoi la quantité des exportations subventionnées en 1997 est-elle supérieure au volume total des exportations?	Le Venezuela s'est prévalu des dispositions de l'article 9:2 b) relatives à la flexibilité pour déclarer un chiffre cumulé comprenant un petit montant de subventions inutilisées de l'année précédente.

ANNEXE – Partie II

Réponses non fournies concernant les questions sur les notifications soulevées aux réunions précédentes

Notifications selon le tableau DS:1

Communautés européennes G/AG/N/EEC/12 Soutien interne (tableau DS:1)
Points soulevés par le Venezuela à la réunion de juin 1998 (G/AG/R/15) à propos des définitions et de la terminologie employées
1. Organisation commune des marchés (OCM) pour l'huile d'olive
Le <u>prix indicatif à la production</u> est le prix jugé optimal pour procurer un revenu équitable aux producteurs et maintenir le volume de la production communautaire. Pour l'année de commercialisation 1996/97, il a été de 3 837,7 écus par tonne. Le <u>prix d'intervention</u> est le prix auquel les organismes d'intervention doivent acheter des quantités d'huile d'olive de qualité courante (ainsi que le détermine le Conseil) offertes par les producteurs durant la période d'intervention (quatre derniers mois de l'année de commercialisation). Le prix d'intervention pour l'année de commercialisation 1996/97 a été de 1 805,8 écus par tonne. Le <u>prix représentatif de marché</u> est fixé à un niveau conçu pour assurer une production normale d'huile d'olive en accord avec les tendances du secteur des huiles et graisses végétales. En 1996/97, il a été de 2 295 écus par tonne.
2. OCM pour les cultures arables
<u>Prix d'intervention</u> : les organismes d'intervention doivent, à certaines périodes de l'année, acheter les céréales qui leur sont offertes et qui présentent les caractéristiques requises en matière de qualité. Ils les achètent au prix d'intervention concerné. Ce prix augmente chaque mois pour atténuer l'incidence des frais d'entreposage et équilibrer l'écoulement des céréales sur l'année. Des prix d'intervention sont fixés pour le blé, l'orge, le maïs, le sorgho, le seigle et le blé dur. Le <u>prix indicatif</u> a été supprimé à partir de l'année de commercialisation 1995/96.
3. OCM pour la viande de bœuf et de veau
Pour stabiliser les marchés et assurer un niveau de revenu équitable, des mesures d'intervention sont prévues. Le recours obligatoire à une grille communautaire de classement des carcasses permet de fixer un prix d'achat unique pour chaque classe de viande fraîche ou réfrigérée susceptible d'une intervention. Pour chaque classe ou groupe, les prix d'achat et les quantités susceptibles d'une intervention sont déterminés à l'issue d'appels d'offres qui offrent des conditions d'accès égales à tous les participants. Chaque année, le Conseil fixe le prix d'intervention en tenant particulièrement compte des perspectives d'évolution de la production et de la consommation de viande de bœuf et de veau, de la situation relative au marché du lait et des produits laitiers et de l'expérience acquise. Le prix d'intervention pour l'année de commercialisation 1996/97 a été fixé à 347,5 écus pour 100 kg de carcasse pour le bétail mâle adulte de qualité R 3. Pour réduire le montant des achats par les organismes d'intervention, l'intervention est assujettie à des conditions et à des prix de déclenchement. Elle peut être déclenchée lorsque les deux conditions suivantes sont réunies simultanément pendant deux semaines consécutives dans un État membre ou l'une de ses régions:
<ul style="list-style-type: none"> a) le prix moyen du marché dans la Communauté pour la classe ou le groupe de classes concernés est inférieur à 84 pour cent du prix d'intervention correspondant; b) le prix moyen du marché au niveau national pour la classe ou le groupe de classes concernés est d'environ 90 pour cent du prix d'intervention.
Les achats effectués selon les dispositions normales ne peuvent excéder 350 000 tonnes par an pour l'ensemble de l'Union européenne depuis 1998. Par mesure de sécurité, un système d'achat relatif à toutes les offres présentées peut être instauré si, pendant deux semaines consécutives:
<ul style="list-style-type: none"> a) le prix moyen du marché dans la Communauté pour les jeunes mâles non castrés de moins de deux ans ou pour les mâles castrés selon la définition donnée dans la grille communautaire est inférieur à 78 pour cent du prix d'intervention; b) le prix moyen du marché dans un État membre pour ces animaux descend au-dessous de 60 pour cent du prix d'intervention.
Dans ce cas, l'achat a lieu pour les catégories concernées dans les États membres ou les régions où le prix est inférieur à cette limite. Les quantités achetées dans le cadre de ce système de sécurité ne sont pas prises en compte dans l'application des quantités maximales susceptibles d'intervention.

Communautés européennes G/AG/N/EEC/12 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés par le Venezuela à la réunion de juin 1998 (G/AG/R/15) à propos des définitions et de la terminologie employées	
4. OCM pour la viande de porc	
L'organisation du marché de la viande de porc comporte deux prix:	
a)	le <u>prix de base</u> , fixé chaque année par le Conseil, indique le niveau des prix d'équilibre du marché, c'est-à-dire le niveau propre à assurer des prix stables sur les marchés sans créer d'excédents structurels dans l'Union européenne. La seule fonction spécifique du prix de base est de servir de déclencheur pour l'aide au stockage privé. Pour l'année de commercialisation 1996/97, le prix de base des carcasses de porc de qualité courante (classe E, carcasses de 60 à moins de 120 kg) a été fixé à 1 509,39 écus par tonne.
b)	le <u>prix d'achat</u> , tiré directement du prix de base et fixé par la Commission entre 78 et 92 pour cent de ce dernier pour les carcasses de qualité courante. En situation d'intervention, les organismes d'intervention achètent à ce prix.
5. OCM pour le lait et les produits laitiers	
Chaque année, le Conseil fixe deux prix:	
a)	le <u>prix indicatif</u> pour le lait contenant 3,7 pour cent de matières grasses livré à la laiterie est le prix visé pour l'ensemble du lait vendu par les producteurs durant l'année laitière par les débouchés disponibles sur les marchés communautaires et extérieurs. En 1997, il a été fixé à 309,8 écus par tonne.
b)	le <u>prix d'intervention</u> pour le beurre et le lait écrémé en poudre est le prix auquel les organismes d'intervention doivent acheter les quantités répondant aux critères de qualité fixés qui sont offertes durant la période d'intervention, à condition que les achats ne soient pas suspendus. Depuis le 1 ^{er} juillet 1995, aucun prix minimum n'est fixé, les prélèvements variables ayant été remplacés par des droits de douane fixes.

Zimbabwe G/AG/N/ZWE/1 Soutien interne (tableau DS:1)	
Points soulevés à la réunion de mars 1999 (G/AG/R/18)	Réponse du Membre présentant la notification
<p>Australie/États-Unis: <u>Mesures de caractère général: Irrigation et vulgarisation</u>: conformité des "versements pour les factures d'électricité" avec les critères énoncés au paragraphe 2 g) de l'annexe 2, qui autorise l'extension de réseaux de services publics généralement disponibles mais pas les subventions aux intrants ou aux frais d'exploitation, ni les redevances d'usage préférentielles.</p> <p><i>L'inclusion de versements directs dans la catégorie verte est incompatible avec les critères généraux énoncés au paragraphe 2, selon lequel les services de caractère général ne comprennent pas les versements directs aux producteurs ou aux transformateurs. Si ces services sont fournis dans le cadre d'une ferme modèle ou d'une station expérimentale destinée à la recherche ou à l'enseignement, ils peuvent probablement entrer dans la catégorie des services de caractère général. Le Zimbabwe devrait réévaluer cette mesure au regard des critères énoncés au paragraphe 2 de l'annexe 2 et se demander si elle ne relèverait pas plutôt des dispositions de l'article 6:2 relatives au traitement spécial et différencié.</i></p>	<p>Comme les réseaux d'irrigation se trouvent dans des zones communales semi-arides et desservent des producteurs pauvres qui n'ont pas les moyens de payer ces intrants, le Zimbabwe reconnaît que cette mesure devrait plutôt être notifiée au titre de l'article 6:2. Il s'est engagé à présenter un corrigendum.</p>
<p>Australie: Quels sont les critères appliqués pour déterminer le droit à bénéficier de versements au titre du <u>programme concernant les génisses</u>?</p>	<p>Le Zimbabwe a connu une sécheresse dévastatrice durant la saison des pluies 1991/92, et une autre d'ampleur similaire durant la saison 1995/96. Le programme est donc classé dans la catégorie "aide en cas de catastrophes naturelles". Les prêts à des conditions privilégiées ont été accordés aux exploitants communaux défavorisés qui ont été le plus touchés, car ils se trouvent dans des régions semi-arides. Au Zimbabwe, le bétail sert d'animaux de trait pour les labours et de source de lait pour la sécurité alimentaire.</p>
<p>Nouvelle-Zélande: <u>Exploitations rachetées pour être redistribuées par l'État</u> – Prière de décrire les mesures.</p>	

Notifications selon le tableau DS:2

États-Unis G/AG/N/USA/25 Mesures de soutien interne nouvelles ou modifiées (tableau DS:2)	
Points soulevés à la réunion de mars 1999 (G/AG/R/18)	Réponse du Membre présentant la notification
Communautés européennes: Les autorités compétentes ont-elles formellement reconnu qu'il y avait eu une catastrophe naturelle ou des dommages causés à des cultures ou à des régions spécifiques?	En 1998, les agriculteurs et les éleveurs des États-Unis ont été durement touchés par plusieurs catastrophes, allant de fortes pluies et d'inondations à des incendies de forêt, en passant par de graves sécheresses. En outre, quatre ouragans et trois tempêtes tropicales ont aggravé la situation créée par les inondations dans la région du sud-est et celle du centre du littoral de l'Atlantique. Ces catastrophes naturelles ont été formellement reconnues durant l'année 1998, avant que les mesures d'urgences ne soient promulguées en octobre. Ce programme est entièrement conforme aux critères énoncés au paragraphe 8 de l'annexe 2.
Canada/Nouvelle-Zélande: Pourquoi un rendement moyen sur cinq ans a-t-il été choisi comme rendement antérieur aux fins de ce programme (alors que l'annexe 2 indique comme critère une période de trois ans ou une moyenne triennale basée sur les cinq années précédentes et excluant la valeur la plus forte et la valeur la plus faible)?	Les années correspondant à la production la plus forte et à la production la plus faible n'ont pas été exclues du calcul de la perte subie.
Canada/Communautés européennes: Prière de confirmer que les versements reçus en compensation des pertes subies restent inférieurs au seuil de 100 pour cent défini dans l'Accord sur l'agriculture. Quelles sont les dispositions en vigueur qui garantissent que ce critère est respecté?	Le montant total des versements reçus par les agriculteurs en compensation des récoltes perdues est inférieur à 100 pour cent de leurs pertes totales. La perte de production ouvrant droit aux versements doit être supérieure à 35 pour cent des rendements antérieurs, correspondant à une moyenne sur cinq ans. Les versements ne peuvent être supérieurs au coût total de remplacement de ces pertes (ils correspondent à 60 pour cent des prix du marché établis pour les récoltes de 1998 dans le cadre de l'assurance-récoltes) et ne dépassent pas le niveau requis pour empêcher ou atténuer de nouvelles pertes.
Canada: Prière de confirmer que le soutien notifié ne comprend pas les dépenses liées à l'assurance-récoltes.	Confirmé. Le programme d'aide en cas de catastrophes naturelles notifié ne s'adresse qu'aux producteurs <u>non assurés</u> et ne concerne donc pas ceux qui bénéficient du Programme d'aide pour les pertes de récoltes non assurées (NAP), qui s'adresse aux agriculteurs dont les récoltes ne peuvent être assurées actuellement au titre d'autres programmes. Les versements faits dans le cadre du Programme d'aide d'urgence en cas de pertes de récoltes sont destinés à compenser les pertes de revenu consécutives à des catastrophes naturelles. Le soutien notifié n'inclut pas les dépenses liées à l'assurance-récoltes. Les producteurs ne peuvent recevoir des versements supérieurs à 100 pour cent de la perte totale au titre de ce programme, des autres programmes de garantie des revenus et des programmes établissant un dispositif de sécurité pour les revenus.
Suisse: Des montants différents étant mentionnés par des sources distinctes, prière de confirmer que le coût de la mesure ne dépassera pas le montant notifié (1 500 millions de dollars EU).	-
Suisse: Des notifications DS:2 seront-elles présentées pour les autres mesures analogues de soutien du revenu annoncées récemment qui pourraient toucher les secteurs des produits laitiers et de la viande?	-

Pièce jointe n° 1

G/AG/N/CAN/27 - Volumes des importations de volaille et de viande bovine sous contingents tarifaires en 1998

POULETS

Position tarifaire	Désignation	Importations¹ (kg)
01059291 01059391	Sujets vivants de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> (autres que ceux servant à des fins de reproduction et autres que les poussins démarrés et les volailles de réforme), pesant plus de 185 grammes, classés sous la position tarifaire 0105.92.91 ou 0105.93.91 dans la liste des dispositions tarifaires figurant dans le Tarif des douanes	--
	Viande et abats, frais, réfrigérés ou congelés, non découpés en morceaux, de sujets de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> (autres que les volailles de réforme), classés sous les positions tarifaires 0207.11.91 et 0207.12.91 dans la liste des dispositions tarifaires figurant dans le Tarif des douanes:	--
02071191	Frais	525 937
02071291	Congelés	13 393
	Morceaux de viande et abats, frais, réfrigérés et congelés, y compris les foies, de sujets de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> (autres que les volailles de réforme), classés sous les positions tarifaires 0207.13.91, 0207.14.91 et 0207.14.21 dans la liste des dispositions tarifaires figurant dans le Tarif des douanes:	--
02071391	Frais	38 358 085
02071421	Foies, congelés	--
02071491	Autres, congelés	13 175 125
02090021	Graisse de sujets de l'espèce <i>Gallus domesticus</i>	--
02109011	Viande salée, saumurée, séchée ou fumée, de sujets de l'espèce <i>Gallus domesticus</i>	20
16010021	Saucisses et produits analogues, faits de viande, d'abats ou de sang de sujets de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> , et préparations alimentaires à base de ces produits (autres que les produits en conserve, en pots de verre, ou préparés à partir de volailles de réforme)	3 066
16022021	Purée de foie de sujets de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> , préparée ou conservée (autre qu'en conserve ou en pots de verre)	--
16023212	Plats cuisinés de sujets de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> (autres que les mélanges définis de spécialité, les plats en conserve ou en pots de verre et les plats préparés à partir de volailles de réforme)	--
16023293	Préparations ou conserves de viande, d'abats ou de sang de sujets de l'espèce <i>Gallus domesticus</i> (autres que les plats cuisinés en conserve ou en pots de verre, les mélanges définis de spécialité et les produits de volailles de réforme)	6 228 352
TOTAL, POULETS		58 393 978

DINDONS

Position tarifaire	Désignation	Importations ¹ (kg)
01059911	Dindons vivants, pesant plus de 185 grammes	252 999
	Viande et abats de dindon, frais, réfrigérés ou congelés, non découpés en morceaux, classés sous les positions tarifaires 0207.24.11, 0207.24.91, 0207.25.11 et 0207.25.91 dans la liste des dispositions tarifaires figurant dans le Tarif des douanes:	--
02072411	De conserverie, frais	85 913
02072491	De consommation, frais	18 343
02072511	De conserverie, congelés	--
02072591	De consommation, congelés	23
	Morceaux de viande et abats de dindon, y compris les foies, frais, réfrigérés, ou congelés, classés sous les positions tarifaires 0207.26.10, 0207.27.11 et 0207.27.91 dans la liste des dispositions tarifaires figurant dans le Tarif des douanes:	--
02072610	Frais	1 198 625
02072711	Foies, congelés	19 044
02072791	Congelés	3 464 641
02090023	Graisse de dindon	--
02109014	Viande de dindon, salée, saumurée, séchée ou fumée	9 454
16010031	Saucisses et produits analogues, faits de viande, d'abats, ou de sang de dindon, et autres préparations alimentaires à base de ces produits (autres qu'en conserve ou en pots de verre)	37 440
16022031	Purée de foie de dindon, préparée ou conservée (autre qu'en conserve ou en pots de verre)	--
16023112	Plats cuisinés à base de dindon (autres que les mélanges définis de spécialité)	--
16023193	Préparations ou conserves de viande, d'abats ou de sang de dindon (autres que les plats cuisinés et les mélanges définis de spécialité et autres que les produits en conserve ou en pots de verre)	224 722
TOTAL, DINDONS		5 311 204

BŒUF

Position tarifaire	Désignation	Importations ¹ (kg)
02011010	Carcasses et demi-carcasses de bovins, fraîches ou réfrigérées	- -
02012010	Autres morceaux de viande bovine non désossée, fraîche ou réfrigérée	233 589
02013010	Viande bovine désossée, fraîche ou réfrigérée	4 135 643
02021010	Carcasses et demi-carcasses, congelées	- -
02022010	Autres morceaux de viande bovine, non désossée, congelée	233 889
02023010	Viande bovine désossée, congelée	80 093 542
TOTAL, BŒUF		84 696 663

¹ Le dénombrement des importations intra-contingent est basé sur les licences délivrées par la Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation (DGCEI). Il se peut que les chiffres ainsi obtenus ne correspondent pas à ceux signalés par Statistique Canada, Division du Commerce International, puisque les données de la DGCEI sont calculées selon l'unité du contingent tarifaire (ex.: équivalent éviscéré) et non selon le poids du produit.

Source: Ministère des affaires étrangères et du commerce international, Direction générale du contrôle à l'exportation et à l'importation.
(<http://www.dfait-maeci.gc.ca/~eicb/agric/agric-e.htm>).

Pièce jointe n° 2

G/AG/N/CAN/27 – Importations sous contingents tarifaires pour l'année civile 1998

Contingent tarifaire	Numéro du tarif	Montant du contingent tarifaire pour 1998	Importations ¹ en 1998		Droits appliqués en 1998 ¹	
Œufs d'incubation de poulets à griller et poussins	0105.11.21	7 949 000 douz.	NPF:	0	NPF:	1,24 cents/pièce (poussins)
	0407.00.11		Autres:	13 893 878 douz.	Autres:	2,17 cents/douz. (œufs)
						en franchise
Poulets vivants, viande et produits	0105.92.91	39 843,7 tonnes	NPF:	0	NPF:	2,74 cents/kg
	0105.93.91		Autres:	58 304 tonnes		(poulets vivants)
	0207.11.91					0 à 7,5%
	0207.12.91					(produits de poulet)
	0207.13.91				Autres:	en franchise
	0207.14.21					
	0207.14.91					
	0209.00.21					
	0210.90.11					
	1601.00.21					
	1602.20.21					
	1602.32.12					
	1602.32.93					
Dindons vivants, viande et produits	0105.99.11	5 139,6 tonnes	NPF:	0	NPF:	2,32 cents/kg
	0207.24.11		Autres:	5 311,1 tonnes		(dindons vivants)
	0207.24.91					0 à 10,5%
	0207.25.91					(produits de dindon)
	0207.26.10				Autres:	en franchise
	0207.27.11					
	0207.27.91					
	0209.00.23					
	0210.90.14					
	1601.00.31					
	1602.20.31					
	1602.31.12					
	1602.31.93					
Bœuf et veau	0201.10.10	76 409 tonnes	NPF:	84 696,6 tonnes	NPF:	en franchise
	0201.20.10		Autres:	0	Autres:	en franchise
	0201.30.10					
	0202.10.10					
	0202.20.10					
	0202.30.10					
Lait et crème évaporés/concentrés	0402.91.10	11,7 tonnes	NPF:	0	NPF:	4,09 cents/kg
			Autres:	14,7 tonnes	Autres:	en franchise ou 2,99 cents/kg
Yoghourt	0403.10.10	332 tonnes	NPF:	327 tonnes	NPF:	9%
			Autres:	5 tonnes	Autres:	en franchise

Contingent tarifaire	Numéro du tarif	Montant du contingent tarifaire pour 1998	Importations ¹ en 1998		Droits appliqués en 1998 ¹	
Babeurre en poudre	0403.90.11	908 tonnes	NPF:	25 tonnes	NPF:	4,79 cents/kg
			Autres:	1 067,7 tonnes	Autres:	en franchise
Autres produits de composants du lait	0404.90.10	4 345 tonnes	NPF:	42 70,9 tonnes	NPF:	9%
			Autres:	111,0 tonnes	Autres:	en franchise
Autres produits laitiers	1901.90.33	70 tonnes	NPF:	2,4 tonnes	NPF:	9,5%
			Autres:	400,3 tonnes	Autres:	en franchise
Crème glacée	2105.00.91	429,2 tonnes	NPF:	0,4 tonnes	NPF:	11,5%
			Autres:	519,4 tonnes	Autres:	en franchise
Fromages	0406 incl.	20 411 866 kg	NPF:	16 656 059 kg	NPF:	4,09 cents/kg ou 4,79 cents/kg
	0406.10.10		Autres:	3 968 300 kg	Autres:	en franchise
	0406.20.11					
	0406.30.10					
	0406.40.10					
	0406.90.11					
	0406.90.21					
	0406.90.31					
	0406.90.41					
	0406.90.51					
	0406.90.61					
	0406.90.71					
	0406.90.81					
	0406.90.91					
	0406.90.93					
	0406.90.95					
	0406.90.98					
Œufs et produits à base d'œufs	0407.00.18	17 950 800 douz.	NPF:	0	NPF:	1,84 cents/douz. (œufs)
	0408.11.10		Autres:	23 735 864 douz.		12% ou de 8,1 à 8,32 cents/kg
	0408.19.10					(selon le produit)
	0408.91.10				Autres:	en franchise
	0408.99.10					
	2106.90.51					
	3502.11.10					
	3502.19.10					
Margarine	1517.10.10	6 348,8 tonnes	NPF:	30,3 tonnes	NPF:	10,5%
	1517.90.21		Autres:	374,1 tonnes	Autres:	en franchise

¹ Autres: Les importations qui pourraient être admises à des taux autres que les taux NPF comprennent les importations relevant du Tarif des États-Unis et du Mexique (dans le cadre de l'ALENA), du Tarif du Chili (dans le cadre de l'Accord de libre-échange Canada-Chili), du Tarif de l'Australie, du Tarif de la Nouvelle-Zélande, du Tarif de préférence générale, du Tarif des pays antillais du Commonwealth et du Tarif des pays les moins avancés, selon le produit. Les taux appliqués sont énoncés en détail dans le Tarif des douanes du Canada publié annuellement par Revenu Canada.

Sources: Direction générale des contrôles à l'exportation et à l'importation, Ministère des affaires étrangères et du commerce international.
Tarif des douanes du Canada, 1998.

Pièce jointe n° 3

G/AG/N/GTM/13 – Données relatives aux importations de produits faisant l'objet d'engagements en matière de contingents tarifaires pour l'année civile 1998

Désignation des produits (en espagnol seulement)	Numéro du SH	Quantités consolidées des contingents tarifaires (tonnes)	Importations (tonnes)
Carne de animales de la especie bovina, fresca o refrigerada y congelada	0201 et 0202	1 170	4 294
Carne de animales de la especie porcina, fresca, refrigerada o congelada	0203	367	1 899
Leche y nata (crema), sin concentrar, sin adición de azúcar ni otro edulcorante	0401	12 918	8 452
Hortalizas, (incluso silvestres) de vaina secas desvainadas, aunque estén mondadas o partidas	0713	3 230	2 594
Uvas, frescas o secas, incluidas las pasas	0806	18	2 615
Sorgo de grano (granífero)	1007	3 337	172
Habas (frijoles, porotos, fréjoles) de soja (soya), incluso quebrantadas	1201	1 650	3059
Harina de semillas o de frutos oleaginosos	1208	29 464	29 411
Aceite de soja (soya) y sus fracciones	1507	1 000	9 151
Aceite de palma y sus fracciones	1511	108	6 223
Aceite de girasol y de algodón	15121 et 15122	182	28 765
Aceite de maíz y sus fracciones	15152	12	2 969
Azúcar de caña o de remolacha y sacarosa químicamente pura	1701	10 534	25
Tortas y demás residuos sólidos de la extracción del aceite de soja (soya) incluso molidos o en pellets	2304	33 820	88 831
Tabaco en rama o sin elaborar, cigarros (puros), los demás tabacos y sucedáneos de tabaco, elaborados	2401, 2402 et 2403	70	1 551

Note: Les produits ci-dessus sont ceux pour lesquels le gouvernement guatémaltèque a décidé de ne pas appliquer, pour le moment, les contingents tarifaires consolidés; les importations de ces produits bénéficient de meilleures conditions d'accès que celles établies dans la Liste LXXXVIII.

Source: Pour la période de janvier à novembre, Banque du Guatemala. Les chiffres de décembre sont des estimations.

Pièce jointe n° 4

G/AG/N/HUN/17 – Données relatives aux importations de produits faisant l'objet
de contingents tarifaires pour l'année civile 1998

Produit	Taux applicable au contingent tarifaire (%)	Taux NPF (%) 1998	Total des importations (en tonnes) 1998
Bovins et viande bovine	15/25	35/43,4/91,9	14 024
Lait et crème	30	65,6	11 544
Crème aigre, yoghourt, képhir	40	65,6	4 592
Beurre	60	65,6/130,5	431
Fromages et caillebotte	50	78,6/86,1	7 179
Légumes à cosse	20	59,1	41
Pommes de terre	10	48,1	23 264

Pièce jointe n° 5

G/AG/N/BRA/13 - Tableau relatif au calcul *de minimis* - 1997

Par produit

Désignation des produits	MGS totale par produit (en milliers de dollars EU)	Valeur de la production		MGS/Valeur de la production %
		En milliers de Reais	En milliers de dollars EU ¹	
Orge	3 176,1	39 807	36 951	8,60
Cire de carnauba	99,5	13 111	12 170	0,82
Noix de cajou	4 133,7	79 512	73 807	5,60
Manioc	1 959,9	2 870 119	2 664 178	0,07
Ricin	778,0	15 582	14 464	5,38
Café	9 724,2	5 141 313 (*)	4 772 406	0,20
Coton	10 284,3	553 625 (*)	513 900	2,00
Haricots comestibles	4 914,0	1 606 152	1 490 905	0,33
Aulx	495,2	101 986	94 668	0,52
Raisin (et ses dérivés)	3 236,6	420 450	390 281	0,83
Jute	0,0	6 110	5 672	0,00
Maïs	88 480,0	4 262 465 (*)	3 956 618	2,24
Avoine	371,3	33 268	30 881	1,20
Arachides	564,3	83 660	77 657	0,73
Ramie	0,0	3 949	3 666	0,00
Riz	21 735,1	2 095 856 (*)	1 945 471	1,12
Seigle	0,0	1 470	1 365	0,00
Sisal	5,2	37 306	34 629	0,02
Sorgho	74,5	35 954	33 374	0,22
Fèves de soja	44 650,4	7 279 366 (*)	6 757 046	0,66
Canne à sucre	16 089,7	6 305 348 (*)	5 852 917	0,27
Blé	25 936,7	368 063 (*)	341 653	7,59

Autre que par produit

Désignation du produit	MGS totale autre que par produit (en milliers de dollars EU)	Valeur de la production		MGS/Valeur de la production %
		En milliers de Reais	En milliers de dollars EU ¹	
Valeur totale de la production agricole	70 136,0	62 863 379	58 352 714	0,12

¹ Taux de change appliqué (moyenne annuelle): R\$/ \$EU 1,0773.

Source: Les estimations sont fondées sur les données de "Pesquisa Agrícola Municipal" – PAM (Recherche agricole municipale) de 1996, de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE) et sur les variations de la valeur estimée de la production totale de 1996 à 1997, selon les données disponibles de l'IBGE.

(*) Données des comptes nationaux de 1997 provenant de l'IBGE.

Pièce jointe n° 6

G/AG/N/LKA/2 - Ventilation des subventions versées en 1997 au titre de l'article 9:1 d) et e)

Désignation du produit	Mesures de réduction des coûts (en millions de roupies)	Quantité (en millions de tonnes)
Fruits et légumes frais	3,5	361
Feuillages, plantes vivantes et matériels de propagation	0,90	99
Cornichons	1,60	318
Fleurs coupées	0,09	5,5
Feuilles de bétel	0,40	80
Total	6,49	863,5

Note: Le total effectif de 6,49 millions de roupies est inférieur à l'estimation budgétaire de 8,8 millions de roupies figurant dans le tableau ES:2.